

**« QUELLES CONDITIONS ET CONSEQUENCES DU PROJET PENLY  
SUR LE TERRITOIRE ET L'ENVIRONNEMENT ? »  
LUNDI 12 DECEMBRE 2022**

<b>SALLE/ADRESSE :</b>	Salle Arnaud Beltrame – Rue Pierre et Marie Curie, Berneval-le-Grand 76370 Petit-Caux (et en ligne)
<b>PARTICIPANTS :</b>	260 participants dans la salle et 220 en ligne
<b>DÉBUT &gt; FIN :</b>	19h01 à 22h01

**Commission particulière du débat public (CPDP) :**

M.	Michel BADRÉ
M.	Dominique PACORY
Mme	Isabelle BARTHE
Mme	Carmen BOULEY DE SANTIAGO
M.	Maël GOURMI
Mme	Sabine GIRARD
M.	Sébastien Fourmy
Mme	Marine CHUBERRE
M.	David PROTHAIS (Animation/WDPE)

**Intervenants :**

M.	Antoine MÉNAGER	Directeur du débat EPR 2 EDF
Mme	Caroline DIONISI	Adjointe au directeur du débat EPR 2 Penly EDF
M.	Arthur AUDOUARD	Responsable du raccordement RTE
M.	Roland PLOUARD	Habitant de Berneval-le-Grand
Mme	Mathilde GROS	INSA Rouen
Mme	Inès GÉRARD	INSA Rouen
M.	Frédéric CANTO	Co-président de la Commission « environnement », Plan d'action territorial normand
M.	Olivier MORZELLE	Directeur de la DREAL Normandie
Mme	Pauline BOYER	Chargée de campagne Transition énergétique, Greenpeace
Mme	Françoise KOBYLARZ	Membre FNE, STOP EPR Penly
M.	Thomas GILLET	Etudiant INSA Rouen
M.	Raphaël MURAINÉ	Etudiant INSA Rouen
M.	Guy LÉCONTE	Habitant de Saint-Pierre-en-Val
Mme	Laura BAUZA	Sciences Po Rennes à Caen
Mme	Claire BOUDIER	Sciences Po Rennes à Caen
Mme	Enora BERTON	Sciences Po Rennes à Caen
M.	Patrice PHILIPPE	Président de la Commission « foncière », Plan d'action territorial normand, maire de Petit-Caux
M.	Jean KUGLER	Directeur de la DDTM
M.	Philippe ROMAC	Agence Régionale de Santé
M.	Pascal VION	Sous-préfet de Dieppe
M.	Nicolas LANGLOIS	Maire de Dieppe
M.	Jean-Louis CHAUVENSY	Président de la CLIN Paluel-Penly
M.	André GAUTIER	VP du Conseil départemental de Seine-Maritime
M.	Jérôme MÉTEL	Chambre d'agriculture de Seine-Maritime

## M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Messieurs-dames, bonsoir à tout le monde. C'est un plaisir de vous voir réunis dans cette salle ici ce soir. Sachant qu'on est également diffusé en direct sur YouTube, c'est l'occasion de saluer les internautes qui nous suivent. Bienvenue à ce cinquième temps de débat public. Nous sommes, comme vous le voyez, à Petit-Caux et sur Internet et cette réunion est animée par plusieurs personnes. Je me présente, David PROTHAIS, j'anime la réunion au nom de la Commission particulière du débat public qui est composée de plusieurs membres.   mes côtés, Isabelle BARTHE et Dominique PACORY ici présents, donc membres de la Commission particulière qui vont animer ce temps avec moi et nous avons également plusieurs membres en ligne et notre équipe d'animation avec Maël GOUMRI, Sabine GIRARD et Marine CHUBERRE qui sont membres de l'équipe du débat et Lola LAZARO et Olivia WARION de notre entreprise qui sont aussi à leurs côtés pour que la réunion se passe le mieux possible. L'occasion de saluer Monsieur PHILIPPE qui nous fait l'honneur de nous accueillir sur sa commune. On ne vous passe pas la parole tout de suite pour un mot d'accueil républicain, on en a convenu avec vous, du fait que vous intervenez un petit plus tard dans la réunion. Ce sera l'occasion de vous entendre pour parler du fond de ce débat, mais la Commission souhaite bien entendu vous remercier chaleureusement de votre accueil sur votre commune.

Nous allons prendre un petit temps d'introduction pour poser les objectifs de la réunion et le cadre dans lequel nous allons échanger. Nous sommes là pour parler des enjeux environnementaux et les enjeux d'aménagement du territoire qui sont liés au projet en débat. C'est un point important. Il y a eu des réunions préparatoires, Dominique PACORY y reviendra tout à l'heure, elle a été préparée, il y a des interventions qui vont vous être faites pour relayer ce qui s'est dit dans les réunions préparatoires, ce sera l'occasion d'aborder vraiment ces deux sujets.   la fois en phase chantier et en phase d'exploitation, c'est important de le souligner. Il y a aussi un autre objectif, c'est bien sûr d'avoir tous les riverains et riveraines du site actuel, des habitants qui sont proches, pour qu'ils puissent être informés des tenants et aboutissants de ce projet.

Le déroulé, il est un peu dense, mais je vais vous le décrire très brièvement et on y reviendra étape par étape. Il y a un petit temps d'ouverture par la Commission puis par les porteurs du projet, EDF, RTE, qui poseront un peu le cadre de la soirée en apportant des éléments sur les deux thèmes, vous l'avez bien compris, sur l'environnement et l'aménagement. Puis nous aurons un premier temps assez long sur l'environnement. Ce sera vraiment, comme vous l'avez compris, le cœur de la réunion de ce soir, avec à chaque fois une petite restitution de ce qui s'est dit dans les réunions, la semaine dernière, préparatoires à ce temps de rencontre et il y aura des intervenants, notamment une synthèse des travaux de la commission « environnement » du plan d'action territorial normand qui sera faite, des intervenants du GIEC normand qui ont été aussi sollicités. Il y aura des temps d'échanges avec la salle, bien sûr, nous sommes là pour faire du débat avec vous. Il y a également des intervenants de différentes associations, ACRO, Greenpeace, FNE, SCOPA, qui ont été sollicitées par la Commission particulière pour partager leur position sur le sujet et encore à nouveau des temps d'échanges en salle et en ligne.

On aura ensuite un temps n 2 sur le territoire, la question d'aménagement du territoire et là, même schéma, une restitution de ce qui s'est dit dans les réunions préparatoires, des éclairages de la commission « foncière » du plan d'action territorial normand, des temps d'échanges, mais aussi des paroles d'acteurs, CLIN Paluel-Penly, Conseil départemental, Monsieur JUMEL, député de Seine-Maritime et la Chambre d'agriculture de Seine-Maritime qui auront l'occasion de partager leurs points de vue. Et puis à nouveau un temps d'échanges avant un petit mot conclusif.

Tout cela devrait nous mener vers 22 h 00. Je ferai mon possible pour respecter ce cadre afin que l'on puisse rester dans un temps d'échanges confortable pour que vous puissiez au maximum vous exprimer tout en donnant quand même une fin raisonnable à cette soirée.

Les règles du jeu, je pense que beaucoup d'entre vous – je reconnais pas mal d'entre vous – ont déjà assisté aux précédentes réunions, simplement, il est important que nous les ayons toutes et tous en tête. Nous sommes là pour nous écouter, pour faire preuve de bienveillance vis-à-vis des intervenants, entre vous, vis-à-vis des animateurs et animatrices. Nous sommes là vraiment pour du débat public sur un sujet, on le sait, qui polarise, mais c'est en s'écoulant et en laissant chacun et chacune s'exprimer qu'on arrive à confronter les arguments. Les arguments, c'est important, on est là pour entendre des positions argumentées le plus possible, c'est ce qui va nourrir le travail de la Commission particulière qui va produire un compte rendu à l'issue de ce débat et elle se nourrit avant tout de vos propos argument s.

Les sifflements, les applaudissements, etc., ne pèsent pas dans ce document, donc ne pèseront pas dans ce qui sera remis aux parlementaires puisque c'est bien l'objectif de ce débat de remettre ce compte rendu dans les mains des parlementaires qui vont voter la loi de programmation énergie-climat l'année prochaine. On veillera du mieux possible à utiliser des termes clairs, non techniques, c'est important pour que nous soyons tous à l'aise. On fera attention, vous avez peut-être vu les premières réunions publiques, à ce que les temps de parole soient respectés, c'est deux minutes d'échanges avec la salle pour les interventions en salle, mais aussi pour les réponses des intervenants. Il y a des interventions qui ont été calées avec des temps précis, je ferai attention à ce que cela soit respecté le mieux possible. On va donner aussi la priorité à ceux et celles qui ne se sont pas encore exprimés. Beaucoup d'entre vous étaient déjà dans les précédentes réunions, je m'en excuse, mais je donnerai la priorité aussi à des personnes qui ne se sont pas encore exprimées dans ce débat public.

Autre point, tout est enregistré, la vidéo est diffusée, les archives seront en ligne et il y aura une retranscription intégrale de cette réunion, donc tous vos propos sont enregistrés et on s'assure d'avoir vraiment une traçabilité des échanges et une diversité des modes d'expression. Il y a eu des rencontres préparatoires la semaine dernière, il y a eu aussi des ateliers dans des établissements scolaires, il y a beaucoup de choses qui vous seront décrites tout à l'heure, le débat ne se résume pas à ces temps forts. Autre point important, il y a un dispositif de fact-checking qui a été mis en place suite à des demandes en début de débat, au cours du débat, au cours des premières réunions, ça a été annoncé par Michel BADRÉ, ici présent et président de la Commission particulière lors de la précédente réunion, et s'il y a des points de controverse qui sont soulevés dans le cadre de cette réunion, la Commission particulière veillera à ce qu'il y ait des réponses et des précisions qui soient apportées sur ces points de controverse.

Pour finir, je voudrais vous proposer le traditionnel petit sondage à main levée pour savoir qui est dans la salle, c'est l'occasion de prendre un peu la température de qui est là. Qui a déjà participé à un débat public ou à une concertation ? Je vous invite à lever la main. Une bonne partie de l'assemblée, mais pas que, très bien. Qui est élu du territoire ? Nous avons un certain nombre d'élus. Qui est membre d'une association ou d'une commission ? Là aussi pas mal de mains levées. Qui travaille ou a travaillé dans le secteur énergétique ? Pas mal de mains levées. Qui est salarié ou a été salarié de la centrale de Penly ou d'une autre centrale ? Vous êtes représentés. Qui est membre d'un syndicat ? Il y a des syndicats. Qui a participé aux rencontres préparatoires qui avaient lieu la semaine dernière le 6 et le 10 décembre ? Très bien, vous êtes venus également en nombre, ce sera l'occasion d'assurer la courroie de transmission entre ces rencontres préparatoires et la rencontre de ce soir.

On va passer au temps introductif. Je vais inviter Madame DIONISI et Monsieur AUDOUARD à monter sur scène le temps que Dominique PACORY nous fasse une présentation, une introduction au sujet de ce soir.

## **M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

Merci, David. Mesdames, Messieurs, bonsoir, nous sommes très heureux de vous accueillir à Petit-Caux. Ce temps, c'est le cinquième temps. Il y a eu un temps préparatoire. Nous avons effectué plusieurs rendez-vous sur le territoire. Je voudrais rappeler deux temps de préparation : le 6 décembre à Saint-Pierre-en-Val et puis le 10 décembre à Ault. Je voudrais saluer les élus de ces deux communes qui nous ont accueillis. Je voudrais aussi saluer l'association PASTEL qui nous a aidés pour ces rendez-vous. Je voudrais aussi dire un petit bonjour au CCAS Oxygène qui est ici présent et qui nous a accueillis chez eux et qui nous a accompagnés aussi à Ault et bien évidemment au Département de génie civil et de construction durable de l'INSA Rouen Normandie qui est dans la salle et qui nous rendra des documents en fin de débat. Je voulais vous saluer et je voudrais aussi préciser que nous avons des rencontres en cours avec plusieurs autres écoles, des lycées aussi, d'autres écoles d'ingénieurs de Rouen, de Caen, l'école de Sciences Po Rennes à Caen qui est ici présente et que je salue aussi. Le Conseil régional des jeunes, nous avons déjà eu une rencontre, une autre qui aura lieu la semaine prochaine et qui est aussi très intéressante. Nous allons aussi vers des publics éloignés pour pouvoir les faire participer au débat et s'informer.

Nous avons aussi initié une rencontre d'aller vers, nous essayons d'aller vers les gens et d'aller vers des associations, vers des Conseils municipaux. Je salue le Conseil municipal de Blangy-sur-Bresle qui nous a accueillis cette semaine et également l'association Chêne qui nous a accueillis aussi cette semaine et nous aurons aussi d'autres rencontres avec le monde agricole, avec d'autres syndicats et avec des partis politiques au début du mois de janvier.

Avant de passer à la suivante, je voulais juste vous raconter une petite anecdote. Au cours de nos débats mobiles, une jeune femme est venue vers moi dans les rues de Dieppe la semaine dernière et m'a dit « moi, je ne connaissais rien du tout au nucléaire, c'est quelque chose que j'ignorais complètement, mais depuis le début de votre débat, je vous suis sur la chaîne YouTube » et cette jeune femme a ajouté « vous savez, c'est très intéressant votre débat, au moins vous faites participer des gens, au moins les gens débattent entre eux même s'ils ne sont pas d'accord. J'apprends beaucoup de choses de votre débat parce que vous avez les temps forts et vous nous informez sur le nucléaire », elle a trouvé cela très bien et elle m'a dit « au moins j'espère qu'à la fin je pourrai avoir mon libre arbitre et décider s'il faut ou pas faire ce programme nucléaire ». Elle avait résumé en quelques mots l'esprit de notre débat, celui que vous avez devant vous et avec le fil conducteur où chacun d'entre vous pourra se forger un avis tout au long de ces quatre mois. J'ai dit à cette jeune femme «  coutez, j'espère que vous allez venir à Petit-Caux lundi prochain », elle m'a dit « je n'ose pas prendre la parole en public, j'ai toujours peur de dire une sottise ». Alors si elle nous suit ce soir sur YouTube, je la salue déjà, et je lui dis « vous aviez raison dans tout, sauf sur ce dernier point. Vous, vous devriez prendre la parole en public, vous avez des choses très intéressantes à nous dire ».

Ce soir, c'est le temps 5. Temps 5, « quelles conditions et conséquences sur le territoire et l'environnement? ». Débattre des impacts significatifs du projet sur l'environnement, aborder les conséquences du projet, évaluer les impacts sur l'eau, l'air, les paysages, la santé humaine et bien d'autres choses encore. En deuxième partie, nous aurons donc à débattre des conséquences du projet sur l'aménagement du territoire, définir le rôle de l'état et des collectivités territoriales, évaluer les besoins et préparer le territoire. Certains d'entre vous sont déjà bien au fait de toutes ces questions, mais beaucoup d'autres se posent beaucoup de questions. J'espère donc que nous aurons l'occasion de leur répondre au cours de cette soirée.

Enfin, cette soirée sera suivie de trois temps très importants au mois de janvier. Le 12 janvier, nous serons sur la question de l'emploi et de la formation au Tréport. Le 19 janvier, nous serons en ligne, nous avons rajouté un temps fort avec la question sur les conséquences du programme EPR 2 sur les différentes étapes de la vie du combustible et sur les déchets radioactifs. Enfin, le 26 janvier sur la question du coût du projet, son financement et les conséquences sur les utilisateurs de l'électricité.

### **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci, Dominique, pour ce respect impeccable du temps de parole et pour cette introduction sur le sujet du jour. Vous voyez, nous n'allons pas épuiser tous les sujets ce soir, il y a encore des réunions à venir en janvier qui permettront de prolonger les échanges sur certains des sujets qui nous animent ce soir. Je vais passer la parole à Caroline DIONISI qui est adjointe au directeur du débat EPR 2 Penly pour EDF pour un temps de présentation avec, à ses côtés, Arthur AUDOUARD qui est responsable du raccordement pour Réseau de Transport d'électricité. Vous avez sept minutes, c'est à vous.

### **Mme Caroline DIONISI, Adjointe au directeur du débat EPR 2 Penly EDF**

Merci. Bonsoir à toutes et à tous. Effectivement, je m'appelle Caroline DIONISI, je suis responsable d'une équipe au sein de la direction de projet EPR 2 qui est en charge de la préparation de tous les dossiers r glementaires pour le projet et de leur insertion territoriale. Je suis la responsable de Laurent JAVELLE pour ceux qui le connaissent. Nous sommes ravis d'être ici ce soir à Petit-Caux pour ce cinquième temps fort du débat. Pour nous, c'est une partie très importante du débat de pouvoir discuter des modalités de mise en œuvre du projet, de son insertion dans le territoire, des conséquences sur l'environnement.

Le choix de Penly, pour EDF, c'était une évidence pour réaliser ce premier projet. Le site de Penly c'est un site que l'on connaît très bien et sur lequel on exploite depuis plus de trente ans deux réacteurs de 1300 MW en toute sûreté et c'est un site qui présente énormément d'atouts techniques. Sa source froide pour commencer et le fait que, dès le début, il était prévu pour accueillir quatre réacteurs. Le site de Penly, c'est un territoire, c'est un territoire qui nous connaît bien, c'est un territoire qui s'est mobilisé depuis longtemps pour l'accueil de ce projet et qui se prépare déjà depuis de longs mois pour accueillir ce projet qui sera un projet de grande envergure. On parle d'un chantier qui va durer plus de dix ans, qui accueillera près de 8000 salariés au plus fort de l'activité. Ce serait le plus grand chantier industriel d'Europe. Au-delà du chantier, deux EPR 2, c'est la production des besoins en électricité de la Normandie jusqu'à la fin du siècle. Une électricité bas carbone et des milliers d'emplois à la clef.

Pour les territoires concernés par l'accueil d'un projet de cette envergure, il faut se préparer, il faut préparer une transformation qu'il est nécessaire de réfléchir, réfléchir ensemble, c'est l'objet de la séquence de ce soir autour de l'aménagement du territoire.

débat public organisé par

Lors des séances de préparation à Saint-Pierre-en-Val et à Ault la semaine dernière, nous avons entendu un certain nombre de thématiques qui ont émergé autour du logement, du transport, des infrastructures, de la formation, des services publics en santé, en éducation, autant de questions extrêmement légitimes dont il va falloir qu'on parle dans les semaines, les mois, les années qui viennent si le projet est décidé. Il faudra qu'on en parle avec vous, avec les élus, de telle sorte que ce projet contribue au dynamisme du territoire sans nuire à la qualité de vie. Je parle du territoire, mais ce sont bien les territoires. Alors évidemment nous sommes accueillis ici par la communauté de communes de Falaises du Talou au premier chef, mais le périmètre est beaucoup plus large puisqu'il faut penser aux Villes S eurs, à la ville de Dieppe, à son agglomération et au-delà, c'est toute la région, on était dans la Somme encore samedi dernier, le rayonnement d'un tel projet dépasse largement les frontières des communes.

En matière d'environnement, le nucléaire est bas carbone, j'en ai parlé. Les EPR, ce sont des réacteurs de forte puissance qui permettent de produire en peu d'espace et avec peu de ressources une production d'énergie considérable. Les EPR, ce sont des réacteurs qui intègrent dès la conception les effets du réchauffement climatique jusqu'à la fin du siècle, ils intègrent les meilleures techniques disponibles du moment en matière de performance environnementale et plus globalement l'ensemble de la vie du réacteur est prévu pour intégrer la séquence « viter, réduire, compenser» du Code de l'environnement. Les EPR, ce sont des réacteurs à eau pressurisée, comme ceux qu'on exploite aujourd'hui à Penly. On connaît très bien leurs impacts sur l'environnement, ils sont surveillés quotidiennement depuis plus de trente ans. Alors, lors des réunions de préparation, là aussi nous avons entendu des thèmes et des questions qui émergent, qui sont légitimes, autour de l'impact paysagé, de l'artificialisation, du trait de côte, du transit sédimentaire ou des effets sur la santé humaine. Tous ces sujets devront trouver des réponses dans l'étude d'impact environnemental qui sera produite à l'appui des autorisations r glementaires que nous devons demander si le projet est décidé à l'issue du débat public. Ces études, ces dossiers, seront produits, disponibles, mis à disposition du public par les services du préfet dans le cadre d'une enq te publique.

Ce que j'ai envie de dire en synthèse, nous avons trois heures ce soir pour ces sujets que j'ai à peine là effleurés. Nous avons quatre mois de débat, c'est extrêmement court. On parle d'un projet qui va jusqu'à la fin du siècle. Ce qu'on aimerait, c'est surtout s'inscrire dans le temps long, inscrire ce dialogue dans le temps long avec vous, avec les élus, encore une fois pour que ce projet profite au territoire et qu'il se fasse avec le territoire. Nous sommes donc vraiment ravis de pouvoir faire ce débat ce soir et qu'il se poursuive encore pendant deux mois et de pouvoir l'ancrer dans la durée pour toute la phase du chantier et ensuite pendant la phase d'exploitation même si là nous avons des structures, avec la Commission locale d'information, qui sont déjà existantes. Je vous remercie beaucoup pour votre attention. Je vais passer la parole Arthur pour la partie raccordement pour RTE et je serai évidemment à votre disposition dans la soirée si vous avez des questions. Merci.

### **M. Arthur AUDOUARD, Responsable du raccordement RTE**

Un grand merci. Je m'appelle Arthur AUDOUARD et je représente RTE ce soir, Réseau Transport  lectricit . On parle de plus en plus de nous, mais en gros ce sont les autoroutes de l'électricité, donc tout ce qui est haute et très haute tension. Nous avons plusieurs missions de service public, l'une d'entre elles c'est notamment de raccorder des installations de production au réseau de transport.  a, c'est une mission de service public, mais on le fait également parce qu'aujourd'hui on est en pleine transition énergétique, elle commence, elle se poursuit même et pour de longues années.

Aujourd'hui, il y a une urgence à raccorder, à raccorder pour substituer à des usages carbonés de l'électricité non carbon e. Donc, aujourd'hui, nous avons beaucoup de projets et ça se voit particulièrement en Normandie.   Petit-Caux, je vous vois, Monsieur PHILIPPE, il y a quand même pas mal de projets à Petit-Caux, on le voit bien. On a ce projet de raccordement qui se ferait si le projet était décidé. Cela consiste globalement à 3 kilomètres de liaison électrique en 400 000 V sur une vingtaine de pylônes, l'ensemble sur principalement le foncier de la centrale et tout sur du foncier qui appartient à EDF. C'est l'avantage aussi de se mettre sur un site existant, c'est-à-dire que l'infrastructure est existante et le raccordement à proprement parler est assez court.

Nous avons également d'autres projets, je pense que c'est important dans les 45 secondes qu'il me reste d'essayer de contextualiser parce qu'on en a parlé un peu en réunion d'ouverture. Nous avons un projet de raccordement aussi de parc éolien en mer au large du Tréport, de Dieppe – Le Tréport. Les travaux ont commencé, l'ensemble des autorisations a été obtenu. C'est un projet qui est indépendant du présent projet, il se fera que le présent projet soit décidé ou pas.

On a également un projet de renforcement de l'alimentation électrique entre les Hauts-de-France et la Normandie. Concrètement, c'est entre Amiens et Petit-Caux. Là aussi, il est indépendant du présent projet, c'est-à-dire que, quel que soit le mix énergétique qu'on regarde en 2035, en 2050, nous avons besoin de renforcer cet axe qui subit un déséquilibre. Je pense que c'est important de contextualiser un peu au-delà du raccordement. Je vous remercie et je rends la parole.

### **M. David PROTHAIS, animateur de la réunion (WDPE)**

Merci beaucoup à tous les deux pour ces présentations. Je vous invite à rejoindre vos emplacements. On va passer tout de suite au temps n°1. Le temps n°1, vous l'avez compris dans le déroulé, ce sont les conséquences pour l'environnement de ce projet. Je vais inviter à la tribune, pour l'ouvrir, trois personnes qui se sont portées volontaires pour témoigner de ce qu'il s'est dit dans les temps préparatoires. Je vais donc inviter Roland PLOUARD, habitant de Berneval-le-Grand, à bien vouloir nous rejoindre ainsi que Mathilde GROS et Inès GÉRARD de l'INSA de Rouen. Si vous voulez bien venir en tribune. Ce sont les personnes qui se sont portées volontaires pour les temps préparatoires. Je vais aussi inviter Monsieur Frédéric CANTO qui est coprésident de la commission «environnement» du plan d'action territorial normand. Je vous invite à commencer, si vous le voulez bien. Nous avons deux fois quatre minutes pour vous, pour restituer les deux temps préparatoires qui ont eu lieu.

### **M. Roland PLOUARD, Habitant de Berneval-le-Grand**

Il s'agit donc de la restitution des échanges de Saint-Pierre-en-Val. Cette réunion a eu lieu mardi 6 décembre. Il y avait environ cinq tables de six à huit personnes et je suis en charge de rapporter les éléments qui ont été dits sur l'environnement.

Alors, certains participants ont relevé que le projet aurait un impact positif pour contribuer à la production d'une énergie décarbonée. D'autres ont fait remarquer que cette énergie décarbonée serait vraiment effective à partir du moment où la centrale fonctionnerait, entre 2035 et 2090 ou à la fin du siècle, mais que pendant la période de construction il y aurait un impact très important de la production de carbone nécessaire pour la construction et le bétonnage des EPR.

Il y a eu ensuite des questionnements sur les impacts sur la biodiversité, sur le paysage, liés à la création des infrastructures, en particulier le reprofilage de la falaise qui impacterait une zone naturelle présente sur un coteau et entraînerait des perturbations pour la faune et des nuisances visuelles. Certains participants évoquent déjà des travaux en cours sur le site et demandent à quoi ils sont reliés et quels sont leurs impacts à moyen et court terme.

Des questions se posent aussi sur la prise en compte du changement climatique dans le projet, la montée prévisible du niveau de la mer, alors que par ailleurs certains ont estimé que la pénurie d'eau douce pourrait perturber le fonctionnement des réacteurs. Autre question évoquée, le projet risquerait d'entraîner une hausse de température moyenne de l'eau de mer par les rejets de la centrale. Des interrogations se posent également sur les rejets chimiques existants de la centrale et à prévoir dans le cadre du projet. Certains questionnent également le réchauffement de l'air lié à l'activité de la centrale.

La thématique des déchets a également été abordée. Quels déchets supplémentaires liés au fonctionnement des deux EPR? Comment seraient-ils stockés et où? À ce sujet, une remarque a été faite aussi. Lors des premiers PWR sur Penly, on avait posé la question du traitement des déchets, on nous avait dit «ce sera réglé dans une vingtaine d'années», qu'en est-il aujourd'hui?

Y aura-t-il des lignes à haute tension supplémentaires pour transporter l'électricité? Quels impacts générerait la population supplémentaire sur le téléphone et l'électricité?

Nous avons aussi posé la question de si un accident nucléaire intervenait avec contamination des territoires, quelle serait la valeur des propriétés foncières et quelle serait leur indemnisation? Il y a eu une protection renforcée aussi de la piscine de stockage de l'EPR de Flamanville, on voudrait savoir si les deux EPR de Penly bénéficieraient de cette même protection.

Ensuite, nous avons évoqué un acte de malveillance. À savoir qu'il y a des couloirs aériens, si un avion de ligne se déroutait, se rapprochait de la zone d'exclusion aérienne, est-ce que c'est pris en compte et a-t-on les moyens de réagir et le temps nécessaire?

Ensuite, en ce qui concerne l'évacuation, on va avoir pour la première fois un chantier où on aura deux centrales nucléaires en fonctionnement, les PWR actuels et la construction de deux EPR, avec, au moment du pic, environ 7000 à 8000 personnes supplémentaires présentes sur le site. Est-ce que le plan d'évacuation, au cas où un accident arriverait à ce moment-là, est prévu?

## **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Votre liste est sacrément copieuse, vous êtes arrivé à son terme. Merci beaucoup d'avoir restitué toute la richesse de ce temps d'échanges. Je vais donc passer la parole à Mathilde GROS et Inès GÉRARD qui vont faire le même exercice à deux voix pour l'autre rencontre préparatoire, toujours sur le thème de l'environnement. C'est à vous.

## **Mme Mathilde GROS, INSA Rouen**

Donc, lors de notre travail en atelier, des constats et des questions ont été soulevés concernant les impacts sur l'environnement et sur le paysage. En termes d'impacts sur la biodiversité, certains constats ont d'ores et déjà été faits, concernant notamment la pêche et l'augmentation de la température de la mer. Donc, les espèces pêchées sont de moins bonne qualité. La température de l'eau s'élève déjà de +2 C   +3 C avec les deux réacteurs existants. Des précisions sont donc attendues quant à une potentielle augmentation plus importante de la température et quant aux impacts sur la faune, la flore et sur la pêche. Par ailleurs, les méthodes d'évaluation de ces impacts ont soulevé des interrogations.

La gestion du sable dans le chenal et la gestion des galets ont aussi été abordées. Donc, les conséquences du déplacement des galets furent un point d'alerte explicité des élus d'Ault avec une demande d'un accompagnement financier pour la gestion de ces galets.

En ce qui concerne les impacts paysagés du projet, le reprofilage de la falaise a été évoqué et soulève de nombreux questionnements. La prise en compte du changement climatique a été au cœur des échanges, notamment au regard de l'élévation du niveau de la mer et des risques associés.

Par ailleurs, ont été évoqués les impacts sur les terres agricoles avec des interrogations sur leur potentielle artificialisation pour accueillir des logements, des voiries et infrastructures liés à la centrale. D'ailleurs, des questionnements ont émergé quant à la gestion des infrastructures de transport qui pourraient être mises à contribution en phase travaux.

La thématique des déchets a également été abordée concernant à la fois la quantité, mais aussi le transport et le stockage de tels déchets, avec un point d'attention particulier sur la piscine de La Hague et sur les infrastructures de transport associées.

Enfin, d'autres thèmes ont été abordés et des précisions sont attendues, notamment sur les mesures pour éviter les retards et défauts déjà constatés dans la gestion des centrales ou déjà à Penly, notamment en référence au constat de corrosion sous contrainte.

Il y a des questionnements de fond et de confiance dans le projet. Peut-on se fier à un projet sur lequel planent encore des incertitudes? Quelle équité entre les territoires en matière de production énergétique pour éviter la saturation du territoire en infrastructures de production et de transport d'énergie? Notamment en référence au parc éolien à proximité.

Au regard de ces réflexions et de ces questionnements, voici les recommandations proposées. Le paysage et surtout l'insertion paysagère du projet doivent rester un point de vigilance et l'attente d'un site arboré s'est faite entendre. Concernant les déchets, l'évaluation de l'augmentation des déchets produits est attendue ainsi que des précisions sur les infrastructures nécessaires et sur la réutilisation des déchets. Pour finir, certains rappellent l'importance d'intensifier la recherche sur les autres moyens de production dans le but d'un mix énergétique durable. Enfin, la sobriété n'a pas été oubliée et doit rester au cœur des réflexions.

## **Mme Inès GÉRARD, INSA Rouen**

Juste pour apporter quelques petites précisions et mettre en parallèle les constats qui ont été faits à Saint-Pierre-en-Val et ceux à Ault, les inquiétudes concernant du coup la préservation de la biodiversité et du paysage concernant le reprofilage de la falaise sont partagées par beaucoup et ont été évoquées lors des deux réunions.

  Ault, ce profilage a aussi été considéré comme étonnant, voire problématique. Sachant que le site de Penly était prévu pour quatre réacteurs à la base, se pose la question de pourquoi les réacteurs EPR 2 n'ont pas été dimensionnés pour correspondre à l'espace alloué de base sur le site alors que  a paraît plus adapté et ça s'inscrirait dans une démarche de développement durable.

Enfin, deuxième précision concernant le mix énergétique, à Saint-Pierre-en-Val certains intervenants ont affirmé être pour le lancement de ces EPR 2 afin de garantir un équilibre dans l'objectif de mix énergétique, comme l'a dit Mathilde. C'est le cas aussi à Ault, cependant une recommandation supplémentaire a été faite qui est de faire en sorte que le lancement de ces deux EPR et des quatre suivants ne soit pas le début d'une ère nucléaire, mais en soit plutôt la fin et soit bien une solution de transition dans le but de tendre à l'avenir vers des modes de production d'énergie plus durables et avec un impact sur l'environnement moins important que le nucléaire.

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Je vais vous inviter à conclure.

**Mme Inès GÉRARD, INSA Rouen**

Nous espérons que vous pourrez répondre à nos questions.

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci à tous les trois pour ces mots introductifs. On voit que la liste est copieuse. Pour avoir un éclairage de certains travaux, la Commission a proposé à Monsieur Frédéric CANTO, qui copréside la commission «environnement» du plan d'action territorial normand, d'aborder les travaux que mène cette Commission en reprenant justement les éléments qui font écho à certaines des questions qui ont été soulevées. Monsieur CANTO, c'est à vous pour quatre minutes, merci.

**M. Frédéric CANTO, Président de la Commission «environnement» Région Normandie**

Je remercie avant tout les membres de la CNDP de me permettre d'intervenir dans cette réunion publique qui se tient aujourd'hui à Petit-Caux. Comme vous me l'avez demandé, c'est avec plaisir que je vais vous présenter le résultat du travail engagé par notre Commission, mais tout d'abord, en préambule de mon intervention, je souhaitais vous dire qu'en tant que Maire de Saint-Aubin-sur-Scie, je suis extrêmement satisfait pour ma commune, pour notre communauté d'agglomérations, notre département, de voir qu'EDF choisit notre territoire pour construire sa première paire d'EPR 2. Car si ce projet est indispensable pour l'avenir énergétique de notre pays, il est aussi et surtout indispensable pour le développement de notre territoire. Pour que notre territoire se développe, qu'il reste attractif, où les jeunes pourront s'installer à long terme, car ils pourront se former, trouver de l'emploi, bénéficier d'infrastructures, car il y fera bon vivre.

En mars 2021, le président de la région et le préfet de Seine-Maritime ont initié une instance de dialogue, le plan d'action territorial, pour préparer les conditions d'accueil du projet EPR 2 si celui-ci était décidé et faire en sorte que ce projet bénéficie au territoire et s'insère bien entendu dans notre vision du territoire. Ce plan d'action territorial s'appuie sur différentes commissions dont l'une d'entre elles concerne l'environnement. J'ai la chance de la coprésider avec Béatrice STEFFAN qui est aujourd'hui secrétaire générale de la préfecture de Seine-Maritime.

La commission «environnement» réunit de nombreux acteurs du territoire, des élus, des représentants des collectivités, Falaises du Talou, Terroir de Caux, les Villes Sœurs, l'agglomération de Dieppe Maritime, les services du département et de la préfecture, l'ASN Caen et EDF ainsi que d'autres parties prenantes concernées par les thématiques spécifiques comme nos syndicats mixtes de bassin versant, le Syndicat mixte du littoral ou la Chambre d'agriculture de Seine-Maritime. Son rôle est de favoriser l'intégration du projet dans son territoire, d'identifier l'ensemble des actions pour favoriser une approche commune et concertée.

Très concrètement, lors des quatre précédentes réunions de la Commission, nous avons identifié les axes prioritaires autour des principaux enjeux environnementaux et organisé des groupes de travail sur ces problématiques. Notre objectif est d'insérer au mieux le projet EPR 2 dans les initiatives menées par les collectivités locales, dans les démarches déjà initiées par les territoires. Deux sujets prioritaires ont donc été identifiés : la compensation écologique, on en a parlé, et l'économie circulaire.

Concernant l'économie circulaire, les enjeux sont importants. Notre capacité à se nourrir, plan d'alimentation territorial, à travailler, à produire d'autres énergies. La fabrication d'hydrogène a besoin de beaucoup d'électricité. Les bases ont aujourd'hui été posées et le travail devra se poursuivre si le projet est décidé, notamment sur la thématique de l'approvisionnement local pour l'alimentation.

Concernant la compensation écologique, le groupe de travail a permis de mettre en commun les objectifs et les ambitions des collectivités locales en la matière et d'identifier des zones pertinentes à l'échelle du territoire. Nous avons r uss    créer un espace de dialogue au sein du territoire sur les sujets relatifs aux enjeux environnementaux.   l'avenir, si le projet est décidé bien sûr, nous souhaitons profiter de la dynamique initiée pour partager de nouvelles thématiques qui pourront émerger, notamment suite au débat public. Plus concrètement, nous aimerions que le débat public vienne alimenter les sujets de fond à traiter, mais aussi la forme que cela pourrait prendre dans le futur.

Pour conclure et pour aller bien au-delà de ces questions environnementales, aujourd'hui tout est question d'environnement. Il ne s'agit pas que des écosystèmes naturels, mais aussi d'écosystèmes économiques et sociétaux. Il faut, pour réussir une implantation respectueuse du territoire dans son ensemble, faire monter dans le train du grand chantier le tissu économique local, pas seulement l'industrie, mais aussi la logistique et les sociétés de service. Le plus important, c'est aussi de prendre en compte les attentes, les besoins et les questions de la population locale. L'aménagement du territoire ne doit pas se transformer en déménagement du territoire. Il revient donc à l'écosystème politique local d'agir en concertation et dans une logique de partage et de mutualisation des moyens et des infrastructures pour que les conditions d'accueil du chantier soient optimales et que nos habitants ne subissent pas au quotidien les désagréments de ces activités.

Pour conclure, nous devons nous assurer que le cadre de vie, que les richesses du littoral et de l'arrière-pays soient préservés afin que nos habitants ne rejettent pas cette formidable opportunité économique et au contraire qu'ils soient fiers du territoire dieppois.

### **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci, Monsieur CANTO, pour cet éclairage. En complément, nous avons invité deux personnes du GIEC normand pour donner un éclairage, notamment sur les questions de trait de côte, de montée des eaux, etc., malheureusement on doit les excuser. Pour des raisons de santé, ils ne peuvent pas se rendre à la réunion de ce soir, mais nous avons des vidéos à vous partager, notamment une interview de Stéphane COSTA qui est présentée ici, donc l'Université de Caen Normandie. Je vais inviter la régie à bien vouloir diffuser la première vidéo, l'interview de Monsieur COSTA.

*Diffusion d'une vidéo.*

Voilà une interview de Monsieur COSTA sur un sujet précis. Nous avons une deuxième vidéo de présentation des travaux du GIEC normand qui travaille sur la Normandie en 2100, une vidéo qui va donc vous présenter les enjeux de manière un peu plus détaillée.

*Diffusion d'une vidéo.*

Voilà pour cette présentation des enjeux vus du GIEC normand. Il y a beaucoup d'informations sur leur site qui peuvent être consultées, on vous invite à vous y rendre. Je vais remercier les intervenantes et intervenants pour cette introduction avec une liste de questions assez impressionnante, l'occasion de dire qu'Isabelle BARTHE, ici présente, tient un peu les comptes et va voir comment des réponses sont apportées tout au long de cette réunion, mais la priorité c'est de vous donner la parole. Je vais prendre trois prises de parole en salle. On apportera des réponses, on indiquera aux intervenants et intervenantes de bien vouloir y répondre, puis nous passerons la parole à YouTube aussi pour avoir ce qui se dit en ligne.

### **M. Jean-Michel BEREGOVOY, Conseiller départemental 76 et membre de la CLIN**

Bonjour, je suis Jean-Michel BEREGOVOY, conseiller départemental écologiste. Je voudrais revenir sur ce que nous a dit Stéphane COSTA, je pensais qu'il serait là aujourd'hui, sur la disparition du trait de côte et les risques d'inondation majeurs que nous allons vivre en réalité très rapidement, beaucoup plus rapidement qu'on le croit. 58 milliards, ce n'est pas le futur dépassement des EPR de Penly, on verra à dans quelques années, on a vu ce que à donnait effectivement à Flamanville, mais c'est le nombre de tonnes de glace qui fond année après année et qui viennent se déverser dans nos océans. Le réchauffement climatique, de la manière dont à a été expliqué là notamment sur le trait de côte, c'est de dire que si on d carbone complètement, on pourrait l'éviter. Non, on ne l'évitera pas.

Moi, je voudrais insister sur un sujet. Est-ce qu'on a bien pris la mesure – je ne reviens pas sur tous les débats qu'on peut avoir entre écologistes et pronucl aires sur cette question-là – du risque de submersion qui existe à hauteur de dix, vingt, trente, quarante, cinquante ans sur ce territoire ?

Parce que les responsables du GIEC, mais aussi tout un tas de climatologues, y compris un certain nombre de météorologues français qui travaillent très sérieusement sur ces questions-là, aussi les océanographes américains qui sont pour certains les meilleurs sur ces questions-là, nous disent que le réchauffement climatique qui n'est plus à 1,5, mais certainement bien au-delà, risque de voir l'augmentation du niveau des océans de près de 2 mètres. À près de 2 mètres, aujourd'hui il n'y a pas de modélisation. Incrire notre avenir industriel sur le trait de côte dans ces conditions-là, je le dis ici avec un peu de force et j'espère que chacun peut l'entendre, c'est quand même jouer un peu à la roulette russe.

Je rappelle avec quelques mots – j'ai encore quelques secondes – qu'à Fukushima ce n'est pas une erreur industrielle qui a amené à la catastrophe, mais bien un événement climatique extrêmement fort et nous ne sommes plus à l'abri de ces événements climatiques et on sait très bien que cette centrale qui va arriver à l'échéance si elle était faite à échelle de vingt à vingt-cinq ans vivra ses premiers jours en pleine période où nous serons dans cette situation-là. Je dis donc attention, précaution et la précaution voudrait qu'on ne construise pas à cet endroit-là.

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci, Monsieur. J'ai une deuxième prise de parole ici, si vous voulez bien avancer le micro.

**M. Frédéric WEISZ, Vice-président Dieppe Maritime**

Bonjour. Merci de me donner la parole. Je suis Frédéric WEISZ, je suis maire adjoint à la ville de Dieppe, vice-président Dieppe Maritime et aussi président du Syndicat du Bassin Versant de l'Arques. Mon propos concerne la question plus globale de la gouvernance du projet. On a évoqué, dans le cadre de ce débat, la question des retombées fiscales. On ne sait pas encore comment la fiscalité va être répartie entre les territoires. On a Petit-Caux, on a Falaises du Talou, on a le PETR, on a le département, on a la région, est-ce qu'on pourrait avoir des précisions sur les retombées fiscales du projet et comment, alors que le projet va impacter l'ensemble du territoire en termes de logements, on a parlé d'alimentation, d'inflation liée notamment à la question des logements, comment est-ce qu'on va pouvoir répartir la question de la fiscalité sur l'ensemble de ces territoires ?

Mon deuxième propos concerne la question des compensations écologiques. Frédéric CANTO, que je salue, a évoqué cette question-là. Effectivement, la question des compensations écologiques, on voit bien qu'aujourd'hui on va essayer de compenser un petit peu via des pelouses calcicoles, un petit peu en achetant des pelouses humides, mais quand même, le projet EPR 2 c'est 400 000 tonnes de béton par EPR, donc multiplié par deux, ça fait plus de 800 000 tonnes de béton, ça fait 120 000 tonnes d'acier, comment est-ce qu'on va compenser la construction de cet EPR-là ? C'est quand même faramineux en termes d'émissions de CO<sub>2</sub> cette construction-là. Je souhaiterais quand même avoir des précisions sur ces compensations écologiques là et le projet en lui-même, j'aimerais aussi qu'on puisse le réfléchir sur l'ensemble du projet. La phase de construction, la phase d'activité du projet, 60 ans, et ensuite la phase de déconstruction du projet. Comment, aujourd'hui, est-ce qu'on organise le projet aussi en fonction de sa déconstruction ? Je vous remercie.

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci pour cette intervention. Il y a une troisième intervention de Madame au bout de la salle.

**Mme Christine ELLISON-MASSOT, Représentante de l'ACRO à la Clin Paluel-Penly**

Bonjour. Je suis Christine ELLISON, je suis représentante de l'association ACRO au sein de la CLIN Paluel-Penly. En fait, j'intervenais simplement pour préciser l'intervention de Monsieur COSTA. Il y a quelques années, j'ai eu l'occasion d'assister à une de ses conférences à Varengeville-sur-Mer. Il a affirmé ce jour-là que le recul du trait de côte en Seine-Maritime est aggravé par les jetées des ports et la présence des deux centrales. Pourquoi ? La circulation des galets se trouve perturbée, la base des falaises n'est plus protégée comme cela se faisait naturellement. Merci.

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci. Dominique ?

**M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

On pourrait peut-être inviter EDF à répondre à certaines des questions qui ont été posées depuis le début et peut-être après Monsieur le directeur de la DREAL pourrait répondre à certaines questions sur les compensations foncières.

## **M. Antoine MÉNAGER, EDF**

Merci beaucoup. Bonsoir à toutes et tous. Alors, il y a beaucoup de questions. Il y a aussi toutes celles des tables rondes de Saint-Pierre-en-Val et Ault, on va se concentrer sur celles de ce soir pour dire que le GIEC normand, nous aussi, bien sûr, on a regard  ses travaux, on les connaît bien et de toute façon, nous-mêmes, dans la conception des réacteurs EPR 2, tous ces sujets de réchauffement climatique sont pris à la conception du modèle.  a a d'ailleurs été expliqué à Saclay. Donc, évidemment on part des mêmes données qui sont les scénarios du GIEC les plus sévères.

Aujourd'hui, très simplement, la question de la plateforme par rapport à la submersion, elle fait l'objet d'évaluations de sûreté déjà pour la centrale actuelle. D'ailleurs, à l'issue de Fukushima il y a eu des réexamens de cela. Retenez qu'elle est plus 12 mètres au-dessus du niveau de la mer avec beaucoup de provisions, les cas les plus sévères, le cumul des plus hautes eaux, de fortes dépressions et ça, ça fait des marges de sécurité largement suffisantes et qui prennent des provisions liées à la montée des eaux à horizon 2100 parce que le modèle EPR 2 est conçu avec les scénarios qui regardent ce qu'il se passerait en termes de climat à l'horizon 2100.  a, c'est pour ce premier sujet.

Après, il y a les sujets – je ne le fais pas forcément dans l'ordre – sur les jetées, on l'a entendu aussi à Ault, sur les galets, le sable. Je pense que là je redonne la parole à Caroline.

## **Mme Caroline DIONISI, Adjointe au directeur de débat EPR 2 Penly EDF**

Merci, Antoine. Oui, pour redire peut-être globalement, mais ça va répondre à beaucoup de questions qui émanaient aussi des premiers groupes de travail, globalement tous ces sujets vont être étudiés en détail dans l'étude d'impact environnemental. C'est une étude qui doit se faire, qui a commencé, mais qui n'est pas terminée parce qu'elle doit aussi intégrer ce qu'on entend aujourd'hui dans le débat public et les évolutions à prendre en compte pour le projet. Pour autant, effectivement, ce sont des sujets qui sont regardés de près et qui font l'objet de modélisation, y compris en intégrant les scénarios du GIEC, Antoine l'a dit.

Peut-être un mot en complément sur le sujet de la compensation écologique, Monsieur WEISZ vous parliez des émissions de CO<sub>2</sub> de la phase construction, sachez que le nucléaire a fait l'objet d'une analyse du cycle de vie qui permet de regarder les émissions à l'aune de l'ensemble du cycle de vie de la phase de construction jusqu'au démantèlement pour évaluer les émissions de carbone au global par rapport à la production d'énergie et ça donne une électricité qui est produite à 4g de CO<sub>2</sub> par kWh et qui est de l'ordre de grandeur de l'éolien et inférieur aux énergies solaires, par exemple.

La prise en compte plus globalement de la déconstruction, vous demandiez, sachez qu'effectivement dès la conception, on a des ingénieurs en écoconception qui intègrent dès la construction la maintenance, donc les remplacements éventuels des différents matériaux pendant le cycle de vie et qui intègrent aussi la d constructibilit , donc la facilité qu'on aura à déconstruire et à recycler les matériaux.

## **M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

Monsieur le Directeur de la DREAL peut peut-être intervenir.

## **M. Olivier MORZELLE, Directeur de la DREAL Normandie**

Bonjour. Alors, sur le sujet qui a été posé de la compensation. EDF l'a dit, il devra travailler, présenter une étude d'impact, une étude d'impact basée sur le triptyque ERC :  viter, réduire et compenser. Dans ce triptyque, comme vous le voyez, le « C », il arrive à la fin, il arrive en troisième position. Donc EDF devra effectivement montrer comment il évite... Alors, «  viter », évidemment une fois qu'il y aura eu la décision de faire l'EPR à cet endroit-là, il ne s'agit pas de dire « je vais éviter l'EPR », mais dans l'EPR il y a 10 000 sous-projets et donc, pour chacun, il s'agira de se demander si j'ai vraiment besoin de cela, si je ne peux pas faire autrement, ça fait donc partie de l'étude d'impact. Ensuite, réduire, c'est-à-dire montrer qu'à chaque fois que j'ai besoin d'un équipement, je fais en sorte que l'impact pour cet équipement soit le minimum possible. In fine, il y a effectivement ce qu'on appelle de la compensation et pour gérer cette compensation, il faudra effectivement anticiper au maximum, notamment avec des opérateurs fonciers, je pense à la Safer, je pense à l'établissement public foncier de Normandie, pour réfléchir à la manière dont on va effectivement compenser certaines pertes environnementales, sachant que les compensations ce ne sont pas uniquement des compensations de surface, ça peut être aussi des compensations de fonctionnalité, ça peut être restaurer le fonctionnement d'un milieu qui aujourd'hui est dégradé et lui redonner des fonctionnalités, des zones humides, par exemple, et c'est tout cela effectivement qui devra être dans l'étude présentée par EDF.

## **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci de ces éclairages. Il y avait une question sur la fiscalité que vous avez posée également, mais on abordera probablement le sujet de la fiscalité dans le temps 2 sur les questions d'aménagement et pas directement sur le thème environnemental. Je voudrais passer la parole à Maël GOUMRI qui est membre de la Commission particulière et qui suit le débat sur YouTube, qui va nous faire une petite restitution et qui va relayer des questions des internautes.

## **M. Maël GOUMRI, Commission particulière du débat public**

Merci beaucoup, David. Même si je suis aujourd'hui le porte-voix de celles et ceux qui sont en ligne sur YouTube, ils sont près de 200 et je les en remercie, c'est un travail qui est collégial, notamment avec Carmen BOULEY DE SANTIAGO qui n'a pas été mentionnée en ouverture de la réunion, mais qui est bien là, qui est au fond et que nous remercions pour sa participation.

Nous avons beaucoup d'échanges qui sont extrêmement techniques, je ne vais pas tous les mentionner, mais notamment beaucoup d'échanges concernant le nombre de morts par énergie, que ce soit dans le cadre d'accidents ou en fonctionnement normal, des comparaisons d'émissions de carbone en fonction des modes de production, mais également un certain nombre de débats sur le fait de savoir si le nucléaire est une solution suffisamment rapide pour répondre aux défis du réchauffement climatique ou pas et est-ce que les autres alternatives le sont également.

Nous avons également des questions sur l'artificialisation des sols entre les différents types d'énergie, mais également un certain nombre d'indications sur le fait que les résultats qui ont été présentés tout à l'heure par les différents groupes de travail sont vraiment très légitimes et très intéressants, mais ne sont peut-être pas forcément partagés suffisamment sur le territoire et qu'il y aurait probablement un intérêt pour les présenter davantage.

Enfin des questions un peu plus classiques, j'ai envie de dire, de savoir s'il faut mettre tous ses œufs dans le même panier, articuler nucléaire et énergies renouvelables et quelle est la place des économies d'énergie dans ce mix.

J'en viens à quelques questions. Tout d'abord une question de Pierre qui nous dit que le projet c'est six EPR. Prendre l'exemple de Penly c'est plus facile. À Gravelines ou Tricastin on ajouterait deux réacteurs à des sites industriellement très denses. Est-ce qu'il y a un risque environnemental plus élevé? Une question de Nicolas, mais qui rejoint beaucoup d'autres questions. Par rapport à la plateforme des réacteurs actuels, celle des EPR serait-elle surélevée et si oui, de combien? Une petite dernière pour la route, est-ce qu'on pourrait nous en dire un petit peu plus sur les mesures ERC, éviter, réduire, compenser, pendant cette période de construction? Je vous remercie.

## **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Je pense que nous avons eu entre-temps des éléments de réponse à la deuxième.

## **M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

Des éléments de réponse sur la deuxième. Il y a d'autres questions auxquelles nous répondrons dans le cadre de la deuxième partie de cette soirée, notamment sur les compensations foncières, mais nous y avons déjà répondu partiellement. Sur l'artificialisation des sols dont nous reparlerons tout à l'heure, je pense. Alors ce soir c'était les conséquences du projet Penly et non pas du programme. C'est pour ça qu'il faut, je suis désolé, recentrer le débat sur le projet, c'est-à-dire les deux EPR qui seront éventuellement installés sur Penly.

## **Mme Isabelle BARTHE, Commission particulière du débat public**

On peut néanmoins considérer que cette question qui a été posée mérite d'avoir une réponse et inviter EDF à préparer une réponse, inviter la personne qui a posé cette question sur la chaîne YouTube à la poster sur la plateforme, de telle sorte qu'EDF puisse y répondre dans le système de SQR. Notre plateforme est toujours un bon relais de ce qu'il se passe dans les temps forts parce qu'on ne peut évidemment pas prendre toutes les questions. Souhaitez-vous apporter un élément de réponse tout de suite ou est-ce qu'on renvoie vers le SQR uniquement?

## **M. Antoine MÉNAGER, EDF**

Je préfère débattre devant les gens qui posent des questions, mais la plateforme, effectivement, nous sommes à 140 réponses aujourd'hui de la part d'EDF. Sous contrôle de la CPDP, de Monsieur BADRÉ, puisqu'effectivement, vous l'avez dit, on va débattre des questions du programme, notamment sur les risques, un peu plus tard, il faut déjà que le projet Penly se fasse, mais si le programme se lançait, EDF saisirait la CNDP par rapport au projet des paires suivantes. C'est la CNDP qui déciderait des formes que prendrait cette concertation. Aujourd'hui, la question est bien légitime, mais pour le coup elle est prématurée.

## **M. David PROTHAIS, animateur de la réunion (WDPE)**

On va continuer le temps d'échanges, mais avant cela, je l'avais annoncé, il y a des prises de position qui ont été convenues aussi avec la Commission particulière. Il y avait quatre prises de parole qui étaient prévues. Nous n'en aurons que trois puisqu'une personne est excusée et ne peut pas être en salle. Je vais demander à bien vouloir passer le nom des intervenants, si vous le voulez bien, en régie. Il y avait Monsieur David BOILLEY, président de l'ACRO, qui ne peut pas intervenir ce soir, mais qui a fait un enregistrement vidéo, on va le diffuser. On a Pauline BOYER, chargée de campagne Transition énergétique à Greenpeace, qui va intervenir ainsi que Françoise KOBYLARZ, membre de FNE. Comme je vous le disais, Madame POULAIN, membre de l'association SCOPA ne pourra pas intervenir ce soir, mais a fait une contribution qu'elle a envoyée à la Commission et qui va être mise en ligne, donc pas d'inquiétude, son propos sera pris en compte. Nous allons commencer par une petite vidéo de Monsieur BOILLEY de l'ACRO. Je vous redonne la parole, bien sûr, juste après, pas de soucis pour qu'on poursuive les échanges sur le thème environnemental.

## **M. David BOILLEY, Président de l'ACRO**

Il y aurait beaucoup à dire sur les EPR, mais la CPDP m'a demandé de me concentrer sur l'impact environnemental. Donc, les EPR, en premier lieu, auront des rejets radioactifs qui viendront s'ajouter aux autres rejets des installations nucléaires situées le long des côtes de la Manche. L'ACRO surveille cette pollution avec son réseau de préleveurs volontaires, mais pour évaluer vraiment l'impact environnemental du projet, il faut prendre en compte aussi le combustible de la mine jusqu'au stockage. Les étapes les plus polluantes sont les mines d'uranium et les usines de retraitement à La Hague. Les mines sont souvent situées dans des pays peu regardants en termes de normes environnementales moins contraignantes qu'en France et ce ne sont pas souvent les pays les plus transparents en termes d'environnement. C'est donc assez difficile d'apporter des données précises. En revanche, pour les usines de retraitement de La Hague, elles ont les plus forts rejets radioactifs au monde, auxquels s'ajoutent les rejets chimiques.

Je vais prendre deux exemples. Le tritium qui est de l'hydrogène radioactif et donc les usines de La Hague rejettent en trente jours ce que le Japon s'apprête à rejeter à trente ans à Fukushima, c'est-à-dire ce qui est contenu dans les cuves. L'iode 129 est quasiment entièrement rejeté dans l'environnement alors qu'il est filtré au Japon à Fukushima. C'est donc un choix délibéré de gérer ce déchet par un rejet dans l'environnement et l'ACRO le détecte jusqu'au Danemark.

Alors les rejets sont encadrés par des autorisations délivrées par l'Autorité de sûreté nucléaire et contrôlés, mais au niveau international la convention OSPAR pour la protection de l'Atlantique Nord apporte des contraintes supplémentaires. En ce qui concerne les substances radioactives, elle impose la mise en œuvre des meilleures technologies disponibles afin de réduire les rejets en mer. L'engagement pris en 1998, confirmé lors des réunions de 2003 et de 2010, est de ramener, pour les substances radioactives, les niveaux dans l'environnement à des niveaux proches de bruits de fond pour les substances naturelles et proches de zéro pour celles d'origine artificielle. Cependant, on ne note pas de baisse significative depuis une vingtaine d'années.

Donc, la question qui se pose c'est comment EDF compte se conformer à ces engagements qui portent sur les concentrations dans l'environnement, j'insiste bien là-dessus, et pas du tout sur les doses. Si des EPR sont construits le long des fleuves, cette pollution radioactive peut se retrouver dans l'eau destinée à la consommation humaine, comme c'est le cas actuellement pour de nombreux habitants du bassin de la Loire et en Île-de-France. Le tritium régulièrement détecté vient s'ajouter aux autres pollutions dites chimiques.

Enfin, les EPR vont aussi produire des déchets, augmentant ainsi l'emprise de stockage et des sites d'entreposage qui sont là en attendant le stockage définitif. À court terme, le stockage des combustibles usés pose un vrai problème en France, car il est proche de la saturation et la nouvelle piscine prévue par EDF a déjà plusieurs années de retard. À moyen terme, c'est-à-dire au-delà de 2040 environ, rien ne dit que la France continuera à retraiter les combustibles usés, car il faudrait construire une nouvelle usine et la décision n'est pas prise. Si la France arrête, comme vient de le faire le Royaume-Uni, il faudra de nouveaux entreposages sur les sites des centrales. Donc, à Penly ou sur les autres sites choisis, il faudrait déjà prévoir la place pour cet entreposage et le dire aux riverains me paraîtrait plus honnête.

## **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Je tiens à préciser que Monsieur BOILLEY avait les mêmes contraintes de moins de quatre minutes d'intervention. J'ai omis de préciser que c'était l'Association de Contrôle de la Radioactivité dans l'Ouest. Je vais inviter maintenant Madame BOYER de Greenpeace à bien vouloir s'approcher pour une deuxième intervention.

## **Mme Pauline BOYER, Chargée de campagne Transition énergétique, Greenpeace**

Bonsoir. Greenpeace, c'est une organisation qui œuvre pour l'émergence d'une société juste, soutenable et désirable, pour que notre air soit pur, nos terres et nos corps ne soient pas contaminés par toutes sortes de toxiques, que notre alimentation soit saine, pour que nous puissions toutes et tous faire société et y trouver une place et un travail qui fait sens.

Nous sommes en 2022, nous devons faire face au plus grand défi de l'humanité : le dérèglement climatique lié à l'effondrement de la biodiversité. Tout cela à cause d'un modèle économique libéral qui mène à la surexploitation des ressources naturelles et le creusement des inégalités de toutes sortes. La question aujourd'hui c'est celle-là : comment faisons-nous ensemble face pour atténuer le dérèglement climatique et nous y adapter ? C'est cette question qui est globale et qui a des impacts partout en local, y compris à Penly.

Quel impact sur le territoire et l'environnement d'un tel projet ? Ce projet, c'est de construire des réacteurs nucléaires basés sur un modèle qui est un fiasco, l'EPR de Flamanville, après quinze ans de chantier et une multiplication par six des coûts, qui n'a toujours pas démarré. Est-ce que c'est bien sérieux ? Un programme de six réacteurs pour un effet de série, le même effet de série qui était espéré dans les années 2000 avec un objectif de vendre des EPR comme de petits pains et le résultat c'est que vingt ans après il y en a cinq dans le monde qui ne fonctionnent pas tous. Un projet qui n'existe pas encore sur le papier, EDF disait en octobre 2021 qu'il manquait 19 millions d'heures d'ingénierie pour passer du stade de basic design à detailed design. Je me demande donc où nous en sommes aujourd'hui.

Est-ce qu'on va réparer, régénérer et développer un territoire en l'engageant dans un projet qui est encore un conte de fées pour ingénieur, qui est porté par eux au service d'un exécutif qui piétine depuis le début, la tenue de ce débat public ? Le GIEC, les experts internationaux sur l'environnement et le climat nous donnent un objectif de réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030. 2030, ce n'est pas 2040. 2030, c'est dans huit ans. L'urgence climatique est telle que seules les énergies décarbonées qui permettent un impact direct sur les émissions de gaz à effet de serre dans les huit années qui viennent peuvent être une réponse réaliste à la question. Après avoir acquis toutes les autorisations, un projet éolien ou photovoltaïque peut voir le jour en un à deux ans. Alors là, on est dans le bon agenda. Le nucléaire, en plus d'être un gouffre financier pour le contribuable, est beaucoup trop lent pour faire face à l'urgence climatique et bloque les actions impactantes pour y faire face. Retarder toute action impactante d'installation d'énergies renouvelables et de sobriété au profit de réacteurs nucléaires qui ont très peu de chance de voir le jour, convaincre toute une population de la suivre dans ce projet, c'est une folie et c'est agir dans le sens inverse de l'intérêt général.

Qu'est-ce qu'on va dire à nos enfants et nos petits-enfants ? Que les éoliennes c'était trop moche ? Qu'on adorait les centrales nucléaires parce que c'était trop technique ? Dans vingt ans, on aura plus de cinquante-huit centrales nucléaires à démanteler. Des chantiers pharaoniques, on va racler les murs pour mettre le revêtement radioactif dans des sacs. Que va-t-on en faire ? On va les enterrer ? La piscine de La Hague déborde. Donc, ne pensez-vous pas que c'en est assez ? L'ère des déchets radioactifs doit laisser sa place à celle du zéro déchet et ce n'est pas parce que certains élus, EDF et le gouvernement nous proposent une seule et unique solution qu'il faut s'y résigner.

Que penser d'une énergie qui achète les communes et les habitants pour qu'ils compensent tous ces dommages collatéraux? L'ADEME, NégaWatt et RTE ont tous mis sur la table des alternatives de mix énergétiques qui sont 100 % renouvelables. Alors, c'est possible, c'est un choix de société, c'est une décision politique et c'est aussi la tendance mondiale où l'énergie nucléaire perd du terrain, coûte de plus en plus cher, ce qui est tout l'inverse avec les énergies renouvelables. Donc, des alternatives au nucléaire existent et ce sont les seules possibles pour permettre la protection et la régénération de nos terres, de nos collectivités, en mettant en place des territoires qui misent sur l'économie circulaire et la création de lien.

### **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci beaucoup. Vous avez passé le micro à Françoise KOBYLARZ de France Nature Environnement pour une troisième intervention et on repasse la parole à la salle juste après.

### **Mme Françoise KOBYLARZ, Membre FNE, STOP EPR Penly**

Bonjour. Je vais pouvoir affirmer encore ce qu'ont dit un certain nombre des intervenants, mais comme il y a des taxes pharaoniques qui vont tomber sur le territoire, je ne sais pas si je vais pouvoir être écoutée. Eh oui, il y a l'argent, il y a l'arrosage bien sûr! Et il y a le fait qu'on n'est plus si jeune que cela et qu'on sera mort quand on aura bien profité de l'électricité nucléaire et ce seront nos enfants ou petits-enfants qui vont s'occuper de faire les éboueurs.

Ce projet prétend donc préserver l'environnement avec une propagande bien argentée, mais il ne concerne pas seulement le territoire local, ce n'est pas seulement ceux qui seront arrosés qui sont concernés, c'est la France entière et peut-être le monde avec tous nos voisins qui en ont un petit peu assez de notre exception nucléaire. Donc, le fiasco nucléaire de Flamanville, apparemment il n'y a pas de soucis, on va trouver, on va y arriver, on ne va pas refaire les mêmes erreurs qu'on a faites à Flamanville puisque plus on fait d'erreurs plus on apprend des erreurs...

On peut considérer que là, on est en plus sur un territoire qui est fragile, il y a trop d'agriculture industrielle, le territoire a beaucoup de difficultés pour s'en sortir et on va rajouter une couche avec du nucléaire. On sera le territoire le plus nucléarisé de France en comptant La Hague et en comptant la Normandie. Donc, le danger permanent d'un accident nucléaire qui est déclaré possible, de plus en plus possible, par l'ASN, le CODIRPA qui nous apprend à nous demander quels légumes on va manger après la catastrophe nucléaire, mais on a le chantier aussi, on en a amplement parlé, mais je vais insister davantage sur les éléments de langage, non, elle ne sera pas reprofilée la falaise, elle sera saccagée! Vous avez vu les photos avant/après, ce que ça donne...

Je vais insister aussi sur le fait qu'une centrale nucléaire, c'est une usine chimique. On a des rejets liquides, gazeux, accidentels, mais aussi intégrés dans les normes, dans les mesures qu'on relève tout le temps d'ailleurs. C'est répandu dans l'eau, dans l'air, dans les sols, il y a du bore, de l'hydrazine, du fluide frigorigène qui est un gaz à effet de serre extrêmement puissant, il y a des rejets radioactifs, mais Monsieur BOILLEY en a parlé tout à l'heure, il y a des rejets d'eau chaude, il y a le réchauffement de l'atmosphère aussi et il y a aussi, on a parlé des galets et du sable, le transit qui est bloqué par les digues de Penly et on peut signaler aussi que le réchauffement climatique n'aime pas du tout le nucléaire. On a la montée des eaux, on l'a signalé, on a les falaises de plus en plus instables. La falaise recule aussi par l'intérieur avec le relief karstique qui favorise les infiltrations.

Ce qu'on peut dire en conclusion, c'est qu'en 1957 l'OMS espérait cyniquement en disant : la solution la plus satisfaisante pour l'avenir des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, ça serait de voir monter une nouvelle génération qui aurait appris à s'accommoder de l'ignorance et de l'incertitude. Nous, nous ne nous résignons pas. L'urgence climatique disqualifie l'option nucléaire en se prétendant efficiente dans quoi, vingt ans, mais à quel coût?

### **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Je vais vous inviter à conclure, Madame KOBYLARZ.

### **Mme Françoise KOBYLARZ, Membre FNE, STOP EPR Penly**

Et d'ici là qu'est-ce qu'on fait et avec quel argent? L'argent va être siphonné par le nucléaire. Les incertitudes climatiques ne nous permettent plus l'ignorance et le déni, nous refusons de perdre du temps et de l'argent pour sauver une filière sale, au bord du gouffre financier et qui nous fait croire en plus qu'elle sauvera le climat!

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci, Madame KOBYLARZ.

**M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

Je vais demander à EDF de répondre sur les rejets, par exemple. Sur tout ce qui est déchets, cette question sera traitée en ligne le 19 janvier prochain, nous pourrions donc attendre cette date avec impatience, mais nous notons ces questions et nous les ressortirons le 19 janvier. EDF, avez-vous une réponse sur les rejets ?

**M. Antoine MÉNAGER, EDF**

Je n'ai pas très bien compris où étaient les questions, mais je vais quand même prendre le micro.

**M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

Vous avez l'esprit de synthèse, Monsieur MÉNAGER.

**M. Antoine MÉNAGER, EDF**

Sur la question des rejets où il y a des sous-jacents, sur la transparence, je pense qu'il y a beaucoup de gens dans cette salle, dont la personne qui vient de s'exprimer, qui sont membres de la Commission Locale d'Information, la CLIN   Penly. L'exploitant, lui, est soumis à des contrôles permanents de l'Autorité de sûreté nucléaire sur des autorisations qui lui ont été accordées qui se font sur la base d'études environnementales, d'études d'impact et d'ailleurs ces autorisations sont elles-mêmes soumises à enquête publique.

Donc, tout cela se fait dans la transparence, tout cela est publié tous les mois, tous les habitants reçoivent une lettre d'information. Ces résultats sont présentés annuellement de façon détaillée en Commission locale d'information, ils font l'objet d'une publication sur les sites d'Internet d'EDF, de l'ASN, de la CLIN, donc arrêtons ces procès en non-transparence et en rejets, toutes ces données sont publiques, accessibles de tout le public. Ces éléments ne sont pas nouveaux et c'est l'occasion de refaire une mise au point.

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci. Je vais donner la parole à la salle. On va commencer par Monsieur.

**M. Daniel LEFRANÇOIS, Saint-Martin-en-Campagne**

Une question très courte, d'où viendraient les agrégats pour faire fabriquer les 2 millions de tonnes de béton dont on va avoir besoin pour la centrale ?

**M. Guillaume HEDOUIN, Conseiller régional de Normandie**

Guillaume HEDOUIN, je suis conseiller régional de Normandie et je viens de la CLI de l'ANDRA   La Hague. Effectivement, je trouve cela un petit peu gênant de travailler aujourd'hui sur cet ERC sans en fait avoir l'intégralité de ce parcours du combustible parce que  a me paraît très compliqué aujourd'hui, en venant ici, de me dire qu'on va traiter uniquement les impacts sur le site même, et ils sont nombreux et c'est important que les autres intervenants aient pu les nommer, sans regarder ce qu'il se passe à la fois en amont, comme l'a dit Monsieur BOILLEY, et ce qui va se passer aussi en aval. Du côté de La Hague, on a effectivement, au niveau des retraits, d j à des rejets qui sont gigantesques et qui sont légaux.

On a aussi une saturation sur les piscines. On a donc effectivement d j à eu des débats sur cette piscine, on ne sait pas aujourd'hui si cette nouvelle piscine va être étendue pour stocker à nouveau environ 12 000 tonnes de matière radioactive et donc on prend un peu le débat à l'envers, c'est-à-dire que grosso modo on se dit qu'ici on ne va pas avoir à traiter l'ensemble de la filière, sachant que le point d'arrivée, une fois qu'évidemment les déchets sont usés, qu'on a des combustibles usés, on n'aura pas la place aujourd'hui de les mettre sur la piscine de La Hague. Je sais que ça fait partie d'un atelier spécifique, mais je pense que c'était important de le dire.

La deuxième chose, c'est que l'impact économique d'un EPR, c'est à un moment donné de prendre aussi en compte l'augmentation des coûts et l'augmentation des coûts énergétiques. J'interviens ici parce qu'on n'a pas pu en débattre à Caen, tout simplement parce qu'on s'est arrêté un peu sur les problèmes techniques, on était très concentré sur les problèmes techniques, mais le retour d'expérience du premier EPR, et rien ne contredit sur le deuxième EPR, c'est que cet EPR est aujourd'hui excessivement coûteux et qu'on n'a pas fait finalement de réelles études économiques comparatives avec d'autres sources énergétiques qui nous permettraient de développer rapidement des énergies beaucoup moins coûteuses pour nos concitoyens.

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci.

**M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

Je confirme que la question nous avait été posée à Caen. On avait retenu le fait de se voir en bilatérale. On attend vos dates, éventuellement on peut se voir à la fin, mais nous avons entendu ce que vous nous avez dit.

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Je voudrais proposer une troisième intervention. Je cherche toujours à équilibrer les prises de parole.

**Mme Marie-Pierre DECLERCQ, Citoyenne**

Bonjour. Marie-Pierre DECLERCQ, je suis simplement une citoyenne. J'ai entendu un certain nombre d'éléments. Ce qui m'inquiète, j'ai entendu le maire, je crois que c'est de Saint-Aubin-sur-Scie, qui se félicite et qui nous dit qu'il fera bon vivre ici. Moi, je m'inquiète. Si effectivement on doit avoir un certain nombre de piscines avec des déchets radioactifs dans l'environnement, excusez-moi, mais je n'ai pas envie d'avoir mes enfants et mes petits-enfants à côté de ces piscines radioactives. Peut-être que pour vous ce n'est pas un souci, mais pour moi c'est un souci quand même et apparemment on n'a pas de solutions pour les déchets radioactifs. Bure, on ne sait pas pour l'instant. Bure, on continue de creuser et on cherche. Les déchets radioactifs de ces nouveaux EPR, on ne sait pas effectivement maintenant ce qui est prévu, on va en discuter, EDF va y réfléchir, mais moi je n'ai aucune envie de piscines avec des déchets radioactifs dans le périmètre de Dieppe et autres. Merci.

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci pour cette intervention. Dominique.

**M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

Je voudrais juste ajouter, je redis ce que j'ai dit tout à l'heure, cette question des déchets, on l'a entendue, on l'a entendue dans les réunions précédentes, on a justement reprogrammé nos temps forts, elle sera traitée le 19 janvier prochain.

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Il y avait une question sur les agrégats.

**M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

Une question sur les agrégats, on l'a entendue à Ault par les élus d'Ault, on peut peut-être compléter cette réponse.

**Mme Caroline DIONISI, Adjointe au directeur de débat EPR 2 Penly EDF**

La question sur les agrégats est très bonne, elle est un peu prématurée aussi parce qu'aujourd'hui ce ne sont pas des choses qui sont figées, mais nous sommes ouverts et le débat peut aussi apporter ce type de réponses. Typiquement, dans le cadre de la commission « environnement », le groupe de travail économie circulaire réfléchit aussi à ces sujets-là, comment faire en sorte que les matériaux viennent du local, comment trouver des solutions pour que les circuits soient les plus courts possible, nous sommes donc ouverts à toutes les solutions.

## **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci. Je vais me tourner vers Maël pour les questions YouTube. Simplement pour dire qu'il y avait une question aussi concernant les prises de position sur les coûts énergétiques qu'on a bien notées. Cela fait partie des questions qui sont régulièrement traitées et revisitées à chaque fois qu'on traite un thème. L'occasion de vous dire qu'effectivement nous sommes désolés de repousser la question notamment des déchets à une date ultérieure, mais nous sommes obligés de faire des choix pour avoir des thèmes qui permettent de parcourir l'ensemble des sujets du débat.

## **M. Maël GOURMI, Commission particulière du débat public**

Je remercie à nouveau toutes les participantes et tous les participants qui sont en ligne et qui restent toujours aussi nombreux. Quelques informations de plus par rapport à tout à l'heure. Il y a un certain nombre de débats sur le statut des travailleurs et notamment sur le statut de protection des lanceurs d'alerte. Je propose de garder ces différentes questions pour tout à l'heure, en tout cas pour la deuxième séquence qui traitera plus spécifiquement de cette question-là.

Je tiens quand même à rappeler, notamment à destination du maître d'ouvrage, que les personnes en ligne ont mentionné qu'ils avaient envie d'avoir des informations et donc peut-être que certaines questions, même si une première réponse a été apportée ou de premiers éléments de réponse ont pu être apportés, mériteraient peut-être dans le futur davantage d'éléments.

En particulier, un besoin d'information a été exprimé concernant les rejets. Certains en ligne considèrent qu'il n'y a aucun rejet dans l'environnement, que ces rejets ne sont pas dangereux, d'autres estiment qu'on aurait besoin d'informations complémentaires pour se faire un avis. Des questions ont également été posées concernant les causes de réchauffement de l'eau et également pour voir si le réchauffement de cette eau a un impact ou non sur la faune et la flore. Des questions également très nombreuses, on vient d'en parler justement, sur le stockage des déchets, est-il possible notamment de faire du stockage à sec des combustibles usés sur le site de la centrale? Quelqu'un disait notamment qu'effluents, déchets et accidents, c'est à voir avec l'environnement et on souhaite avoir des réponses.

Quelques questions. Une question de Joseph pour savoir comment EDF traite de la question du transit des galets. Une question de Julien qui demande «serait-il possible de connaître les moyens et méthodes de l'ACRO, la durée et la fréquence des prélèvements?». Un autre intervenant demande s'il est possible de mettre en ligne les rapports associés, c'est une question plus spécifiquement pour la CNDP, j'imagine. Enfin une question de Pierre pour savoir quels sont les impacts réels sur la faune et la flore d'un tel projet comme l'EPR 2   Penly. Je vous remercie.

## **M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

Il y a plusieurs questions, des questions auxquelles EDF peut répondre, mais avant de leur passer la parole, tout ce qui concerne les emplois déplacés sera traité le 12 janvier au Tréport. Nous pouvons donc attendre cette période. Est-ce qu'EDF peut répondre aux questions qui lui ont été posées?

## **M. Antoine MÉNAGER, EDF**

Excusez-moi, il y a les questions qui viennent d'être posées et il y en a une qui a été posée plusieurs fois dans les interventions, je n'ai pas pu tout prendre tout à l'heure, concernant le trait de côte, le reprofilage de la falaise, ces points-là. Est-ce que vous nous permettez aussi d'y revenir et est-ce que vous nous permettez peut-être de l'illustrer?

## **M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

Allez-y.

## **M. Antoine MÉNAGER, EDF**

En fait, tout le monde dans cette salle ne peut pas venir sur le site. On vous accueillerait volontiers comme on l'a fait avec soixante-cinq personnes samedi, mais on l'a finalement en image, peut-être pour mieux se rendre compte de quoi on parle. Je rappelle que le site de Penly, quand il a été ouvert dans les années 80 pour accueillir quatre réacteurs, il a artificialisé les falaises. Elles sont donc déjà avec des soutènements artificialisés pour éviter justement leur érosion. Donc, effectivement, un réacteur EPR 2 est un peu plus grand que les réacteurs actuels, il faut donc gagner un petit peu de place. C'est quelques pour cent et c'est sur la partie déjà artificialisée de la falaise.

Vous voyez, là où il y a les deux trous, c'est dans cette zone et sur la partie artificialisée vous voyez bien les espèces de marches d'escalier, donc ça se trouve dessous et ça, ça avait été déjà renforcé dans les années 80. Donc, la petite partie où on est, on est en bas et c'est ici qu'il faudrait creuser. C'est cette partie artificialisée qu'il faudra légèrement agrandir.

Je reviens maintenant sur les nombreux sujets concernant les rejets, concernant les études sédimentaires qui sont sous-jacentes au transit. La difficulté, à ce stade, c'est que tous ces points-là vont être dans l'étude d'impact environnemental, comme l'a dit Caroline DIONISI tout à l'heure, qui va justement faire partie des pièces, si le projet est décidé, qui vont être déposées en instruction. Donc, évidemment, ces études sont en cours, mais par définition, comme le projet n'est pas décidé et que ces autorisations du coup ne sont pas déposées, on ne peut pas tout donner.

Ce que l'on peut dire, ça a été dit aussi par Caroline DIONISI tout à l'heure, les réacteurs EPR 2 ont le même process de fonctionnement à la puissance près et aux évolutions que les réacteurs actuels, donc je dirais que l'on connaît bien les effets. Moi, je dirais simplement que vous connaissez très bien déjà aujourd'hui, de l'autre côté du Pays de Caux, un site avec quatre réacteurs. Je pense au site de Paluel, certes ce sont deux réacteurs de 1300 MWe, mais globalement, même s'il faut évaluer spécifiquement, et l'étude d'impact le fera sur le réacteur EPR 2, on passera sur le site de Penly d'un site avec deux réacteurs à un site avec quatre réacteurs qui ressemblera de façon globale à ce que vous connaissez de l'autre côté du Pays de Caux à Paluel.

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci. Il y avait une autre question sur les impacts sur le réchauffement.

**M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

Oui, sur le réchauffement de l'eau, sur les impacts sur la faune et la flore.

**M. Antoine MÉNAGER, EDF**

Là aussi, tout cela fait partie de l'étude d'impact. Aujourd'hui, l'impact thermique est de 2°C à 3°C dans les quelques mètres autour du rejet. C'est quelques mètres. Je vois le maire de Dieppe qui me regarde, non, ça ne réchauffe pas l'eau pour se baigner à Dieppe, sur la plage. C'est quelques mètres autour du point de rejet. Ça aussi, cela fait partie des études d'impact, c'est étudié, pour EPR 2, ça va être refait, mais on le connaît très bien avec les réacteurs actuels.

**M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

Pouvez-vous préciser le lieu de rejet par rapport à la centrale ?

**M. Antoine MÉNAGER, EDF**

Ils seront plutôt à 1 km au large. Si vous êtes sur la falaise, vous voyez des petites bouées et finalement les points de rejet ne sont pas très loin des petites bouées que vous pouvez voir.

**Mme Isabelle BARTHE, Commission particulière du débat public**

Juste une petite précision, il est vrai qu'aujourd'hui nous sommes sur la question des impacts du projet Penly sur le territoire. Néanmoins, quand vous parlez de l'étude d'impact, il y aura une étude d'impact pour le projet Penly, mais nous sommes dans un programme et un programme doit aussi comporter une étude d'impact. Donc, le programme que vous avez présenté au débat, il est déjà assorti d'une étude d'impact et donc ces éléments-là, vous devriez les donner à connaître au public. Ça, c'est quand même un élément important.

**Mme Caroline DIONISI, Adjointe au directeur de débat EPR 2 Penly EDF**

Je vais me permettre de répondre sur ce point. Là, nous sommes sur un point très juridique, mais c'est inexact. En fait il ne s'agit pas d'un programme au sens de la loi, il s'agit bien d'un projet et en fait c'est à titre volontaire, dans le cadre des discussions avec la Commission nationale du débat public, que nous avons élargi volontairement le périmètre de la saisine pour donner à voir au public l'ensemble des enjeux du programme de trois paires. En revanche, nous ne sommes pas soumis à date à la production d'une étude d'impact à cette échelle.

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Monsieur BADRÉ, président de la Commission.

## **M. Michel BADRÉ, Président de la Commission particulière du débat public**

Je voudrais dire un mot là-dessus. On est sur un sujet complexe. Il y a effectivement un projet qui concerne deux réacteurs à Penly. Ça, c'est clair. Il y aura une étude d'impact sur ce projet, Monsieur MÉNAGER l'a dit tout à l'heure. Dans le calendrier de procédure, cette étude d'impact viendra plus tard. Cependant, le dossier présenté par EDF dit bien que c'est un programme de six réacteurs, je suis d'accord avec ce que vous venez de dire, ce n'est pas juridiquement un programme au sens plan de programme donnant lieu à une évaluation environnementale stratégique comme le disent les directives communautaires, on est bien d'accord avec vous là-dessus. Cependant, vous pouvez difficilement présenter une opération constituée par six réacteurs avec un degré de précision plus fort pour Penly que pour les autres, tout en disant que les impacts environnementaux on les verra plus tard au moment de l'étude d'impact. Il y a bien quand même des données qui doivent être fournies pour que le public – c'est bien le but de notre débat – puisse participer à la préparation des décisions en comprenant de quoi on parle.

Si on lui dit «c'est plus tard», c'est un peu difficile à accepter. Cela dit, j'ai bien conscience de ce que vous venez de dire, il y a des procédures administratives, elles se feront le moment venu, la DREAL pourrait en parler bien mieux que moi, mais ça n'empêche pas que vous, au stade du débat public, il nous appartient à nous, Commission du débat public, de dire que vous ne pouvez pas ne pas répondre à des questions comme celles qui sont posées. Dire «on verra plus tard», ce n'est pas suffisant.

S'il vous plaît, on a rappelé au début que les applaudissements n'étaient vraiment pas nécessaires.

## **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Il y a plusieurs prises de parole, mais nous arrivons vers la fin de la séquence environnement. Je peux prendre encore quelques questions, mais pas nombreuses, je vais en prendre deux, je suis désolé. J'ai vu Monsieur tout à l'heure lever la main, je voudrais donc lui accorder la parole.

## **M. Michel LABROUSSE, Global Chance**

Je voudrais d'abord remercier la Commission d'avoir diversifié cette fois-ci l'ensemble des intervenants. Le gouffre qui s'ouvre entre ce qui nous a été présenté tout à l'heure par les représentants du GIEC Normandie et ce que vient de dire Monsieur au sujet de légèrement agrandir une plateforme, quelques mètres, quelques degrés, il y a une énorme différence entre ces deux visions et nous sommes en face d'une part en gros de gens qui, non pas prédisent, mais qui nous disent que oui, nous ne sommes pas loin de l'Armageddon, c'est-à-dire que la catastrophe peut arriver, et par ailleurs de gens qui nous disent, étude d'impact, eux, parlent en termes déterministes alors qu'on parle en termes probabilistes quant aux possibilités d'accidents et de difficultés. La question qui se pose c'est pourquoi avoir choisi ce site de Penly qui est quand même extrêmement sensible. Je pense que la raison c'est, comme l'a dit Monsieur, quelques degrés en plus. N'oublions pas qu'une centrale nucléaire rejette 70 % de l'énergie qu'on y fait entrer sous forme d'uranium. Le site de Penly n'est certainement pas le plus approprié par rapport à cette incertitude qui nous est proposée.

Dans les minutes qu'il me reste, je voudrais revenir sur l'intervention de Monsieur de l'ACRO concernant l'uranium. Il ne faut pas oublier qu'en amont de l'uranium, ce n'est pas l'uranium métal qui nous intéresse, ce n'est pas le minerai, c'est qu'aujourd'hui plus de la moitié de l'uranium qui est enrichi et donc nécessaire pour les centrales dépend essentiellement d'un pays avec lequel les relations sont difficiles, c'est la Russie. En France, on produit et on produira dans les dizaines d'années qui viennent moins de la moitié de l'uranium enrichi dont on a besoin. Je crois que c'était intéressant de le signaler dans cette perspective. Merci.

## **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci à vous. Je vais proposer une deuxième prise de parole.

## **M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

Avant que vous ne repreniez la parole, concernant les questions qui ont été posées sur l'ACRO, on vous renvoie vers le site de l'ACRO pour qu'il vous donne des précisions sur les prélèvements qu'ils font.

## **Mme Myrto TRIPATHI, Les Voix du Nucléaire**

Je suis Myrto TRIPATHI, la présidente de l'ONG Les Voix du Nucléaire. Nous sommes une association entièrement composée de bénévoles, dont plus de la moitié ne fait pas partie de la filière nucléaire et n'a aucun rapport avec elle.

La première chose que je voudrais dire c'est que nous sommes quand même surpris de voir à quel point dans les prises de parole on est assez loin de la représentativité d'abord de l'opinion publique des Français, y compris des Français dont on a tendance et l'habitude de penser qu'ils sont antinucléaires, comme on le voit de manière croissante au sein des rangs de EELV, y compris de LFI, il y a de plus en plus de personnes qui commencent à se tourner vers l'option nucléaire comme étant une option favorable pour l'avenir en termes de climat, d'environnement et de solidarité. C'est aussi assez peu représentatif de l'opinion publique en Europe, y compris en Allemagne où l'opinion est aussi favorable et croissante, et de l'opinion publique dans le monde où en fait vous avez de plus en plus de pays qui se tournent de manière absolument décisive vers des programmes nucléaires de plus en plus ambitieux pour accompagner, compléter et être le socle de tout ce qui va être une transition énergétique bas carbone dont on est d'accord, tous ici, qu'elle doit s'appuyer sur toutes les énergies bas carbone.

Moi, je soutiens le nucléaire en plus des deux autres qui sont l'hydroélectricité et les énergies renouvelables intermittentes que sont l'éolien et le solaire. On est aussi surpris et frappés que des choses qui sont factuellement fausses finalement semblent devenir vraies à force d'être répétées et on pense qu'il serait important pour la population ici, qui n'est pas forcément au fait et qui a d'autres domaines d'intervention, et c'est tant mieux, finalement découvre un sujet en étant exposée à des choses dont la science et les différents rapports répètent qu'ils sont le contraire de ce qui est dit ici.

**M. David PROTHAIS, animateur de la réunion (WDPE)**

Je vais vous inviter à conclure parce que nous sommes à cinq secondes de la fin de votre intervention.

**Mme Myrto TRIPATHI, Les VOIX DU NUCLÉAIRE**

Je vais conclure. Par exemple, le GIEC appelle à ce que le parc nucléaire mondial soit multiplié de fois deux à fois six. L'énergie nucléaire, notamment la française, est la plus bas carbone de France.

**M. David PROTHAIS, animateur de la réunion (WDPE)**

Excusez-moi, c'est le temps de la conclusion, pas des exemples, s'il vous plaît.

**Mme Myrto TRIPATHI, Les VOIX DU NUCLÉAIRE**

L'OMS et le JRC disent que c'est l'impact environnemental le plus faible de toutes les alternatives en termes d'énergie. Donc, malgré les difficultés du parc aujourd'hui, et je vais finir très rapidement, je vous en remercie, malgré les difficultés du parc, aujourd'hui le parc nucléaire français fournit à la France une empreinte carbone qui est entre cinq à dix fois inférieure à celle de l'Allemagne. Donc, aujourd'hui, il faut aussi considérer les faits, considérer...

**M. David PROTHAIS, animateur de la réunion (WDPE)**

Merci. Excusez-moi, vous débordez, les autres intervenants et intervenantes ont respecté ce temps de parole.

**Mme Myrto TRIPATHI, Les VOIX DU NUCLÉAIRE**

Alors merci beaucoup d'avoir au moins pris ma question, on aura eu une intervention pronucléaire. Merci.

**M. David PROTHAIS, animateur de la réunion (WDPE)**

Merci. Je vais inviter Isabelle BARTHE, membre de la Commission, à réagir et aussi à faire le délicat exercice de voir dans quelle mesure les interventions et les réponses apportées ont correspondu avec les différents points soulevés dans les ateliers préparatoires. Isabelle.

**Mme Isabelle BARTHE, Commission particulière du débat public**

Dans les ateliers préparatoires, il y avait énormément de choses qui sont aussi ressorties dans vos questions, ce qui est plutôt rassurant, ça veut dire que le territoire se pose globalement les mêmes questions. On note quand même qu'il y a beaucoup de questions sur les impacts, notamment sur les rejets de la centrale et des deux EPR s'ils venaient à avoir lieu, des questions sur les impacts du changement climatique, notamment sur la montée des eaux et sur la bonne prise en compte de ces événements par rapport au positionnement et au niveau de socle des futurs EPR. La question des impacts sur la circulation des galets est revenue, ça a été souligné dans les deux réunions, elle est revenue ce soir également.

La question de la hausse de la température de l'eau est une question importante également et bien évidemment il y a tout ce qui concerne l'amont et l'aval, c'est-à-dire la phase chantier et ensuite la fin de vie, comment serait pris en compte le démantèlement pour pouvoir faire un bilan complet du cycle de vie de ces EPR s'ils venaient à être construits.

Je ne reviens pas sur ce qui a été dit tout à l'heure sur la nécessité de donner davantage de précisions sur les études d'impact sans renvoyer à un dossier qui serait mis à disposition du public ultérieurement. Donc il faudra sans doute qu'il y ait des précisions qui soient apportées plus rapidement sur le site Internet du débat, probablement sans doute à partir du système de questions/réponses, mais sans doute aussi en creusant les questions qui ont été posées aujourd'hui.

Je voudrais juste valider avec nos étudiants et les rapporteurs des travaux préparatoires si pour eux les réponses apportées ont été satisfaisantes ou s'ils estiment qu'il y a d'autres choses qui mériteraient d'être apportées. Auparavant, nous avons entendu la demande de fact-checking, elle a également été évoquée sur la chaîne YouTube, donc ce sont des questions que nous attendons et auxquelles nous donnerons une réponse en fin de réunion.

### **Intervenante non identifiée-hors micro**

S'il vous plaît, qu'est-ce que c'est que le « fact-checking » ? Ce n'est pas du français.

### **Mme Isabelle BARTHE, Commission particulière du débat public**

Vous avez raison, Madame. Je crois que tout à l'heure David PROTHAIS en avait parlé, mais c'est la question de la vérification des affirmations. La dame qui a parlé tout à l'heure a dit : il y a des faits qui sont énoncés comme des faits et qui sont en réalité, selon elle, des contre-vérités. Elle demande donc si ces faits pourraient être vérifiés. Ce que nous proposons c'est que dans le cas où il y a des énoncés qui sont contradictoires entre les deux parties, nous demandons aux personnes qui émettent ces affirmations de sourcer leurs propos pour qu'EDF puisse répondre de manière sourc e également et que ces éléments puissent être mis à disposition du public dans les jours qui suivent le moment où les questions seront posées. Est-ce que dans les personnes qui ont rapport  les travaux du 6 et du 10 décembre, vous souhaiteriez rajouter des éléments ou relever des questions auxquelles vous n'avez pas trouvé de réponse ?

*Intervention inaudible-hors micro*

### **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Aucune réponse, c'est un constat un peu dur quand même.

### **Mme Isabelle BARTHE, Commission particulière du débat public**

On a entendu que vous n'êtes pas satisfait du report à des études ultérieures.  a, c'est très clair.

*Intervention inaudible-hors micro*

### **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

On ne vous entend pas, donc il faudrait juste passer un micro.  tes-vous du groupe étudiant ?

*Intervention inaudible-hors micro*

### **Mme Isabelle BARTHE, Commission particulière du débat public**

Je crois que vous n'êtes pas les personnes qui étaient chargées de...

### **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Les rapporteurs. On s'adressait aux rapporteurs.

### **Mme Isabelle BARTHE, Commission particulière du débat public**

On s'adressait aux rapporteurs, ce n'était pas une relance du public. Merci.

### **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

On ne va pas rouvrir le débat, vous m'excuserez.

## **Mme Isabelle BARTHE, Commission particulière du débat public**

Ce que je relève aussi c'est que des personnes ont dit que la restitution des travaux du 6 et du 10 décembre mériterait d'être diffusée. Bien évidemment, ils vont être postés sur notre site Internet et nous vous invitons à les faire circuler aussi sur le territoire.

## **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Je vous propose donc de passer à la séquence suivante sur l'aménagement. Nous sommes dans le timing. Avant de passer à cette séquence, on voudrait inviter des étudiants de Sciences Po Rennes   Caen qui ont initié un travail. C'était une initiative de la Commission particulière, ils y ont répondu favorablement et ils vont vous présenter une méthodologie puisqu'ils commencent leurs travaux. Je crois que le sujet c'est Penly en 2040 sur les questions environnementales et d'aménagement. Ils vont vous présenter surtout leur méthodologie pour rendre des travaux dans le cadre du débat d'ici fin février et nous avons comme intervenante Claire BOUDIER, Laure BAUZA et Enora BERTON. C'est à vous pour quatre minutes, je vous apporte un micro.

## **Mme Enora BERTON, Sciences Po Rennes   Caen**

Merci beaucoup. Bonsoir à toutes et à tous. Nous sommes des étudiants de Sciences Po Rennes   Caen et nous voudrions d'abord remercier la CNDP avec qui nous travaillons pour réaliser un travail prospectif participatif sur le territoire de Petit-Caux et de ses alentours. Nous avons voulu comprendre comment se représentent le territoire, les habitants de Petit-Caux et le bassin de vie autour de la centrale d'ici 2040 avec ou sans les nouveaux réacteurs nucléaires. Pour cela, nous avons donc adopté une démarche participative et mobilisé deux méthodes des sciences sociales : d'un côté le questionnaire qui nous a permis de toucher un large panel de personnes et de l'autre les entretiens qui permettent d'obtenir des données plus détaillées sur les représentations qu'ont les habitants de leur territoire. Nous avons choisi de retenir un rayon de 30 kilomètres autour de la centrale pour le territoire de l'enquête, considérant qu'il s'agit du territoire le plus exposé aux risques et incluant le plan en particulier d'intervention en cas d'incident nucléaire.

Donc, lors du week-end des 18 et 19 novembre, nous avons recueilli l'opinion de 204 personnes grâce à des questionnaires et de 15 personnes grâce à des entretiens. Ces questionnaires et entretiens ont été réalisés dans des communes autour de Petit-Caux que vous pouvez voir afficher à l'écran afin que celles et ceux qui n'ont généralement pas la possibilité de s'exprimer puissent le faire dans le cadre du débat public. Nous allons à présent vous présenter les premiers éléments que nous avons récoltés sur le terrain qui ne sont évidemment pas des résultats définitifs.

## **Mme Claire BOUDIER, Sciences Po Rennes   Caen**

Nous allons commencer par vous présenter un petit peu les caractéristiques du panel de personnes qu'on a pu interroger. Donc, au sein des 204 questionnaires que nous avons récoltés, nous avons une parité entre femmes et hommes et nous avons constaté que les catégories « retraités » et « employés » étaient bien représentées par rapport à leur représentation dans la population globale de la commune de Petit-Caux. En revanche, on avait une surreprésentation des personnes de plus de 50 ans ainsi que des artisans et commerçants et une sous-représentation des ouvriers et ouvrières. C'est donc quelque chose qu'il faut garder en tête par rapport aux premiers éléments que nous allons présenter.

Donc, nous avons pu constater, en demandant aux personnes si elles avaient entendu parler du projet, que celles qui en avaient entendu parler l'avaient majoritairement été par du bouche-à-oreille ou via des médias, ce qui inclut les réseaux sociaux. Nous avons quand même noté un manque d'information de la population puisqu'un quart des personnes que nous avons interrogées n'avaient jamais entendu parler du projet et c'est notamment frappant chez les jeunes puisque 65 % des moins de 25 ans n'avaient jamais entendu parler du projet de construction des deux EPR   Penly. Par ailleurs, moins de 3 % des personnes qu'on avait pu interroger et qui avaient connaissance du projet avaient l'occasion d'exprimer leur avis, ce qui est quand même, nous trouvons, un chiffre assez frappant.

Nous avons ensuite réalisé un nuage de mots à partir des questionnaires avec les ressentis qui ont été exprimés quant à la potentielle construction des nouveaux EPR. La taille des mots sur le nuage dépend de la fréquence à laquelle ils ont été utilisés et on peut voir, selon les couleurs, qu'en rouge on a les sentiments plutôt négatifs, en vert plutôt positifs et en gris les sentiments qui sont neutres ou sujets à différentes interprétations. On peut donc voir que la population est a priori partagée sur le projet de construction puisque, par exemple, le mot « nécessité », qui est beaucoup revenu, est sujet à différentes interprétations. Il peut à la fois être un sentiment positif ou un sentiment de résignation quant à la nécessité du projet pour alimenter le territoire en électricité.

débat public organisé par

## **Mme Laura BAUZA, Sciences Po Rennes à Caen**

On a ensuite interrogé les habitants et habitantes du territoire sur leurs besoins et les perspectives d'évolution de ce territoire et on a 78 % des personnes interrogées qui ont déploré un manque de services médicaux et 43 % d'entre elles pensent que le secteur va être encore plus mis sous tension avec l'arrivée des personnes qui travailleraient à la construction des nouveaux EPR si le projet a lieu. À l'inverse, 64 % des personnes que nous avons interrogées pensent que le projet aurait des conséquences positives sur l'économie du territoire.

Donc, pour conclure rapidement, nous allons rappeler que ces éléments sont encore une fois tirés du début de notre enquête. Ils ne représentent donc pas toute la diversité des ressentis, mais ils permettent de montrer une situation qui est moins monolithique que ce qu'on pensait au départ. Ça peut donc laisser supposer que la population attend des garanties et des réponses à des inquiétudes, même lorsque les personnes sont a priori en faveur du projet. Nous allons donc poursuivre notre travail dans les prochaines semaines, notamment les 13, 27 et 28 janvier et nous allons revenir sur le territoire pour recueillir l'avis des habitants et habitantes. Donc, si vous souhaitez participer à notre étude, vous pouvez nous contacter par mail ou par téléphone, au numéro de téléphone qui s'affiche à l'écran, et nous allons passer parmi vous pour vous distribuer des flyers. Contactez-nous si vous voulez donner votre avis. Merci.

## **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci et bravo pour le temps de parole presque tenu et la densité de vos interventions. Vous êtes là encore avec nous, donc j'imagine que les gens peuvent venir vous voir à la fin de la réunion s'ils veulent des précisions pour ce travail dont nous attendons les conclusions dans le cadre du débat.

Nous allons passer à la partie aménagement, le temps n°2. Comme tout à l'heure, je vais inviter plusieurs personnes qui se sont déclarées volontaires pour restituer les ateliers du 6 et 10 décembre. Je vais donc inviter Guy LECONTE, habitant de Saint-Pierre-en-Val, qui remplace Madame Françoise MACÉ qui s'était déclarée volontaire, mais qui malheureusement est souffrante et ne peut venir, ainsi que Thomas GILLET et Raphaël MURAINÉ de l'INSA de Rouen. Je les invite à bien vouloir me rejoindre à la tribune. Je vais inviter aussi Monsieur Patrice PHILIPPE, maire de Petit-Caux, mais c'est au titre de président de la commission « foncière » du plan d'action territorial normand que nous l'invitons volontiers à venir. Nous allons donc avoir, sur le sujet de l'aménagement, la restitution, deux fois quatre minutes pour les deux ateliers puis l'intervention de Monsieur PHILIPPE et après la parole à la salle pour échanger.

## **M. Guy LECONTE, Habitant de Saint-Pierre-en-Val**

Je vais vous restituer les travaux de la réunion du 6 décembre à Saint-Pierre-en-Val. Si on devait résumer effectivement les questions liées à l'aménagement du territoire, je dirais : quel projet de territoire équilibré doit-on envisager pour accompagner un tel projet si celui-ci devait se réaliser ? Sachant par ailleurs que deux types de populations nouvelles vont arriver sur ce chantier. Une population provisoire liée à la construction des infrastructures du projet et une population permanente liée à la maintenance et à l'exploitation de ce nouveau projet.

Parmi les constats et les questions, la question du logement a été abordée, question prioritaire. Déjà, on constate une pénurie de logements abordables sur ce territoire, beaucoup de résidences secondaires, la question étant de savoir où seront logés les ouvriers de ce chantier. Il n'y a plus de terrains disponibles pour construire, quid de l'évolution des plans locaux d'urbanisme ? Une arrivée de population nouvelle et la construction de nouveaux logements entraîneront effectivement une artificialisation des terres. Le projet va entraîner aussi une bétonisation de nouveaux terrains. Si on construit de nouveaux logements pour les travailleurs, que deviennent ces logements après le chantier ? Cet ensemble de questions doit effectivement nous interpeller.

Un autre constat, constat concernant les infrastructures sanitaires, les personnels soignants, sachant qu'on se pose une question importante : quel impact de la radioactivité du fait de ces deux nouveaux EPR ? La zone de sécurité va-t-elle être élargie ? Effectivement lorsqu'on parle de projet de territoire équilibré, on doit effectivement s'interroger sur le périmètre d'intervention de ce projet. Les professionnels de santé sont effectivement en pleine pénurie actuellement. Les infrastructures sanitaires sont certainement insuffisantes, un afflux de population sur un temps court, une dizaine d'années certainement, on parle de 8000 ouvriers qui seront, pour certains, accompagnés de leur famille, bien entendu.

Le deuxième constat concerne effectivement les services publics, quels services publics pour ces nouveaux arrivants? Services publics pour une population provisoire. Manque d'écoles, d'infrastructures éducatives. Comment l'accueil de nouvelles populations sera-t-il anticipé?

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Il vous reste une vingtaine de secondes.

**M. Guy LECONTE, Habitant de Saint-Pierre-en-Val**

Concernant la mobilité, quel impact concret du projet sur les infrastructures routières manquantes ou mal entretenues? Quelle prévision de trafic routier en phase chantier? Quelle prévision sur les réseaux ferroviaires? Aujourd'hui les annulations de trains sont fréquentes, le réseau en mauvais état, le projet entraînerait-il des offres de transport plus nombreuses? Est-ce possible de développer le vélo-route? Effectivement on doit se poser la question du développement de ce type de mobilités.

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

On dépasse un petit peu les quatre minutes, avez-vous encore beaucoup de questions?

**M. Guy LECONTE, Habitant de Saint-Pierre-en-Val**

Je n'ai pas terminé.

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Est-ce que vous pouvez donner les thèmes des autres sujets afin que je puisse passer la parole?

**M. Guy LECONTE, Habitant de Saint-Pierre-en-Val**

Travail, l'emploi bénéficiera-t-il au territoire? Des craintes ont été exprimées de voir se développer des emplois non pérennes le temps du chantier.

Il y a eu quelques réflexions complémentaires que je souhaitais vous délivrer également. Pourquoi deux réacteurs supplémentaires à Penly alors que notre département et la région Normandie sont excédentaires en production d'énergie électrique?

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Je suis désolé, je vois qu'il y a une deuxième feuille, mais je pense que nous allons dépasser considérablement. Peut-être juste un point et je passe la parole parce que je pense que vos questionnements de toute façon recoupent ceux d'Ault en grande partie. Un dernier point, si vous voulez bien.

**M. Guy LECONTE, Habitant de Saint-Pierre-en-Val**

Sur ce micro-territoire, plusieurs projets liés à l'énergie sont en cours. On parle effectivement d'un parc éolien en mer, d'un projet éolien dit Moulin Sacard entre Saint-Pierre-en-Val et Mesnil-Réaume. La construction en plus des deux réacteurs de Penly, trop c'est trop, c'est toujours la même population qui subit les contraintes et les nuisances liées à une politique énergétique concentrée sur une partie de territoire national. De notre point de vue, chaque département et région de France devrait contribuer à hauteur de leurs besoins en énergie à participer d'une manière ou d'une autre à la production d'électricité.

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Je suis désolé, je vais devoir vous interrompre. Je suis désolé, la règle est la même pour tout le monde. Nous avons un petit peu débordé, mais comme l'a dit Dominique, tout sera enregistré et surtout je vous invite à réagir après si certaines des interrogations ne sont pas relayées par vos camarades.

**M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

On versera les questions. On les a récupérées le 6 et le 10 et nous les verserons au site. Là, nous avons les élèves de l'INSA parce qu'on nous demande sur Internet qui parle. Alors, c'était un habitant de Saint-Pierre-en-Val et là ce sont deux élèves de l'INSA Rouen Normandie.

**M. Raphaël MURAINÉ, Etudiant INSA Rouen**

Bonjour à tous. Je me présente, je m'appelle Raphaël MURAINÉ et je suis étudiant à l'INSA.

## **M. Thomas GILLET, Etudiant INSA Rouen**

Bonjour à tous. Je m'appelle Thomas GILLET, je suis aussi étudiant à l'INSA. Du coup, en ce qui concerne l'aménagement du territoire, quatre sujets ont été abordés : le logement, la santé, l'école et le transport. À chaque fois avec des constats, des questions et des recommandations.

En ce qui concerne le logement, deux questions ont été soulevées, notamment en ce qui concerne comment vont être accueillis tous les arrivants puisqu'il va y avoir environ 8000 employés et leur famille. Donc, comment est-ce qu'ils vont être accueillis sur ce territoire ? Ensuite en ce qui concerne la gestion du foncier et l'étalement urbain, qu'en est-il du principe de zéro artificialisation ?

## **M. Raphaël MURAINÉ, Etudiant INSA Rouen**

C'est justement le 10 décembre que la question est venue, comme mentionné aussi le 6 décembre, sur les PLUi. Est-ce que ces plans locaux d'urbanisme intercommunaux vont être revus pour prendre en compte l'évolution des terrains disponibles pour construire et donc ce problème de l'étalement urbain et de ce qui a été mentionné aussi avec la bétonisation ?

## **M. Thomas GILLET, Etudiant INSA Rouen**

C'est pour ça qu'il y a deux recommandations qui ont été faites. La première ce serait de densifier au mieux le territoire et ensuite de prévoir une intégration paysagère et un urbanisme à faible impact énergétique.

La deuxième thématique, c'est la santé. Avec notamment un constat : comment faire face aux besoins en personnels de santé alors que le pays fait déjà face à des carences à ce sujet ? Il y a des personnes vivant dans le périmètre de sécurité à proximité de la centrale qui font état d'un manque d'information sur les procédures d'alerte et sur la gestion des risques.

## **M. Raphaël MURAINÉ, Etudiant INSA Rouen**

Effectivement, le 10 décembre, l'accent a été mis sur le fait que le manque de personnels hospitaliers est un problème, au-delà du régional, qui est un problème national. Il a donc un impact direct sur l'acheminement visé pour permettre le projet. Effectivement, cela pose des problèmes puisqu'il faut des arguments de séduction pour apporter tout ce personnel. Nous avons eu aussi une remarque par rapport aux moyens de protection, par exemple de la personne, avec des remarques sur le fait que c'était un peu léger. Je mentionne par exemple les pastilles d'iode qui protègent la thyroïde.

## **M. Thomas GILLET, Etudiant INSA Rouen**

Du coup, cela soulève la question suivante : comment faire venir des personnels de santé et des infrastructures hospitalières dans la région ? De cette question découlent deux recommandations : veiller à la transparence des procédures de sécurité et améliorer la présence des services publics sur le territoire.

Ensuite, la thématique de l'école et plus globalement des établissements scolaires a été évoquée puisqu'il y a une préoccupation sur les infrastructures éducatives et on peut se demander s'il y aura assez d'établissements scolaires pour tous les élèves, pour tous les futurs enfants. De cette question découlent là encore deux recommandations : accueillir et accompagner les nouvelles familles pour favoriser leur intégration et veiller à la sécurité des personnes et des biens.

Le dernier sujet qui a été abordé c'est le transport et le déplacement avec deux constats : il y a des axes routiers saturés par moment et par endroit et il y a un manque d'infrastructures routières et ferroviaires.

## **M. Raphaël MURAINÉ, Etudiant INSA Rouen**

Le 10 décembre, nous avons aussi mentionné ce qu'il se passera dans le futur. Une fois la phase de chantier terminée, qu'est-ce qu'il advient de ces infrastructures ? Une infrastructure, ça a besoin d'être entretenu et l'entretien peut être remis en cause en accord avec le budget qui sera justement alloué après cette phase de chantier. Ça soulève donc encore des questionnements.

## **M. Thomas GILLET, Etudiant INSA Rouen**

De ces questionnements découlent des recommandations. Il faudrait réactiver la ligne ferroviaire entre Dieppe et Abbeville et enfin utiliser les voies maritimes pour le transport de matériaux lors de la construction.

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci. Est-ce que vous êtes à la fin ?

**M. Thomas GILLET, Etudiant INSA Rouen**

Il reste une dernière question.

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Allez-y.

**M. Thomas GILLET, Etudiant INSA Rouen**

Enfin, une dernière question a été soulevée : qui va payer l'aménagement et les équipements nécessaires sur le territoire ?

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci beaucoup pour cette restitution à deux voix parfaitement orchestrée. Je tiens à le préciser pour les internautes qui n'avaient peut-être pas compris la séquence, on restituait les deux ateliers des 6 et 10 décembre et là on va entrer dans la phase de débat, mais avant cela la Commission a souhaité inviter Patrice PHILIPPE, maire de Petit-Caux, on l'a précisé, mais qui est aussi président de la commission « foncière ». Vous avez soulevé beaucoup de problématiques foncières dans vos propos. On souhaitait vous entendre par rapport aux travaux que cette commission mène au sein du plan d'action territorial normand. Monsieur Philippe, vous avez quatre minutes, c'est à vous.

**M. Patrice PHILIPPE, Président de la commission « foncière » Région Normandie et maire de Petit-Caux**

Bonsoir à toutes et à tous. J'aurais des réponses directes aux questions qui ont été posées, mais comme le temps qui m'était imparti est en train de s'écouler... Moi, en tant que maire de Petit-Caux et président de la communauté de communes Falaises du Talou et dans la lignée de mes prédécesseurs lors de l'implantation des deux premiers réacteurs, je veux exprimer ce soir l'enthousiasme de tout un territoire pour le projet EPR 2. Nous sommes tous, collectivités locales, acteurs régionaux, élus, industriels, convaincus que la construction de deux nouveaux EPR à Penly est une chance pour l'avenir de notre territoire. Je rappelle que cette installation permettra de produire massivement une électricité bas carbone, pilotable et complémentaire des énergies renouvelables, et surtout que cela constitue un enjeu important de souveraineté énergétique. Si ce projet voit le jour, ses conséquences sur notre territoire sont extrêmement structurantes.

Ne me faisant pas de soucis sur l'acceptabilité globale du nucléaire, il est important d'anticiper les effets du chantier sur notre territoire et de ses habitants afin que ce développement se fasse en harmonie avec le territoire. Il est essentiel de conserver notre activité, de conserver notre potentiel touristique de notre environnement et de notre qualité de vie. Sans oublier qu'à ce projet viennent s'ajouter d'autres projets comme le doublement de la RD 925 et l'atterrissage de la connexion des éoliennes en mer, il est primordial de maîtriser les impacts du chantier sur la vie quotidienne de nos habitants, de la préservation et du développement de nos entreprises locales. C'est le sens du travail engagé par les acteurs du territoire depuis déjà un et demi dans le cadre d'un plan d'action territorial constitué de sept commissions thématiques sur un périmètre très large.

J'ai l'honneur de présider effectivement, en tant que président du territoire le plus impacté, l'une de ces commissions dédiées au foncier et à l'urbanisme. C'est à ce titre que j'interviens aujourd'hui pour vous faire part des travaux engagés dans cette commission. Il y a un besoin important de foncier pour le chantier et les aménagements du territoire. Il y aura des besoins pour EDF, mais aussi pour le chantier de manière temporaire ou pérenne pour les aménagements des collectivités. Ce chantier mobilisera énormément de travailleurs qu'il faudra accueillir. Les premières estimations de personnels du chantier font état, pendant la période de pic, jusqu'à 8000 salariés avec un objectif ambitieux de 50 % d'emplois locaux, soit un apport de plusieurs milliers de travailleurs. À terme, ce ne sont pas moins de 1000 familles qui vont s'installer définitivement sur notre territoire pour exploiter ces deux nouveaux réacteurs.

L'accueil de ces populations devra se faire dans les meilleures conditions, dans le respect de l'évidence et de la stratégie de développement des collectivités. Ce qui rend nécessaire la création d'infrastructures et de services. Construction de logements, habitations pérennes pour les familles et la personne déplacée. Développement d'une offre de logements temporaires, développement et dimensionnement des services existants afin d'adapter la vie sociale de ces salariés. Création d'infrastructures médicales pour répondre aux besoins.

Enfin, le transport et la mobilité. Sujet extrêmement important. Il faut engager très vite, si le projet est décidé, une réflexion collective avec EDF pour anticiper, réduire les nuisances et garantir pour tous la possibilité de se déplacer facilement sur le territoire, tous les moyens doivent être étudiés pour le transport des matériaux et équipements, mais aussi celui des personnels. Pour réaliser ces projets, il faut assurer la compatibilité avec les documents d'urbanisme et concilier ses besoins avec la tension déjà existante dans le domaine du foncier agricole comme cité précédemment avec la coexistence avec d'autres projets importants impactant principalement Petit-Caux. La loi climat et résilience fixe l'objectif à atteindre de zéro artificialisation nette d'ici 2050.

### **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Je vais vous inviter à conclure, vous arrivez dans les dix dernières secondes.

### **M. Patrice PHILIPPE, Président de la commission « foncière » Région Normandie et maire de Petit-Caux**

Pour autant la loi prévoit aussi le maintien de projets d'envergure nationale qui pourraient permettre de compenser l'artificialisation correspondante sur une maille plus large, régionale voire nationale. Il me paraît indispensable de bien inclure le projet EPR 2 et les aménagements du territoire associés dans cette définition afin de permettre la bonne intégration du chantier sur le territoire.

Pour conclure, je suis persuadé que ce projet EPR 2   Penly est une chance pour notre territoire et ses habitants. C'est l'occasion pour nous de développer, en conservant notre ADN normand, notre qualité de vie, notre activité tout en contribuant à cet objectif majeur de décarbonation de l'énergie et de souveraineté industrielle et énergétique de notre pays.

### **M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

On n'applaudit pas, merci. On se l'était dit dès le départ, nous allons continuer comme ça. On va demander aux services de l'état de répondre, Monsieur le Directeur de la DREAL, Monsieur le Directeur de la DDTM, Monsieur le Directeur de l'ARS pour ce qui vous concerne.  ventuellement nous aurons aussi le président de la CLIN qui pourra répondre sur les pastilles d'iode. Si le représentant de l'état en la personne de Monsieur le sous-préfet veut répondre sur une question particulière. Les services de l'état sont à la réponse.

### **M. Olivier MORZELLE, Directeur de la DREAL Normandie**

Je peux peut-être apporter quelques réponses peut-être sur deux sujets, le sujet du logement et celui du transport. Sur celui du logement, oui, évidemment, il va y avoir beaucoup de monde qui va arriver, donc oui, il va falloir les loger et il faut planifier et la planification c'est l'affaire d'un certain nombre de documents, les PLUi, les SCoT, ça a été évoqué, les PLH également, les plans locaux d'urbanisme, qui devront être travaillés pour regarder comment on peut accueillir ces populations et ils devront être travaillés dans l'objectif qui a été signalé, l'objectif de sobriété foncière.

C'est une priorité aussi, une politique prioritaire du gouvernement, que de travailler à la sobriété foncière, le fameux ZAN, Zéro Artificialisation Nette, à échéance de 2050 se traduisant dans un premier temps par une diminution par deux de la consommation de l'artificialisation des espaces sur la décennie 2021 – 2031 par rapport à la décennie précédente. Qu'est-ce que ça veut dire ?  a veut dire repérer tous les logements vacants potentiels, éventuellement en réhabiliter, ça veut dire travailler sur des friches, réhabiliter des friches pour recrer la ville sur la ville, pour recrer de l'emploi sur l'emploi, avant d'envisager de consommer de nouvelles terres pour les logements en l'occurrence.

Deuxième élément, très rapidement, sur le transport, je vais juste évoquer un point qui est le transport de fret. Vous savez que la centrale est alimentée par une ligne qui est actuellement une ligne SNCF et qui est utilisée pour l'alimentation en combustible et le départ du combustible usagé. Cette ligne est actuellement effectivement assez dégradée et nous travaillons au service de l'état, en lien avec EDF et avec la SNCF, pour que d'une part les sommes nécessaires à la réhabilitation de cette ligne soient inscrites dans les prochaines contractualisations, donc ce qu'on appelle les contrats de plan  tat-Région et on travaille également pour qu'une convention soit passée entre EDF et SNCF Réseau pour

débat public organisé par

qu'EDF puisse opérer la rénovation de cette ligne et comme vous l'avez dit également derrière, EDF sera intéressée à l'entretien de cette ligne post construction puisqu'elle continuera à servir d'une part à l'alimentation, encore une fois, en combustible et au transport vers La Hague, par exemple, du combustible usagé, mais également, vous le savez, qu'une centrale nucléaire, tous les dix ans, il y a un grand chantier qu'on appelle le Grand Carénage qui nécessite là aussi du transport de fret et cette ligne sera utilisée pour ça.

**M. David PROTHAIS, animateur de la réunion (WDPE)**

Merci.

**M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

Monsieur le Directeur de la DDTM, si vous voulez prendre la parole.

**M. Jean KUGLER, Directeur de la DDTM**

Rapidement, en complément de ce que vient d'indiquer Olivier MORZELLE, effectivement ce projet nécessite l'adaptation et la mise en compatibilité d'un certain nombre de documents de planification. Au premier niveau, c'est le schéma de cohérence territoriale, le SCoT. Celui-ci a été mis à jour et révisé en juillet 2021.

Parallèlement, par rapport au document d'urbanisme qui existe, il y a un PLUi sur Saint-Martin-en-Campagne, il y a une carte communale sur Penly. Ces documents ont également fait l'objet de travaux d'actualisation et de mise à jour et un PLUi, donc un Plan Local d'Urbanisme intercommunal, document de planification effectivement plus large et plus adapté effectivement à ce type de projets pour l'inscrire correctement dans le territoire, est engagé depuis avril 2021 par la communauté de communes.

Pour terminer, on travaille également, comme ça a été indiqué, depuis plusieurs mois avec EDF en vue de minorer un maximum la consommation foncière sur le site et c'est un enjeu, je pense que Laurence SELLOS, la présidente de la Chambre d'agriculture qui doit intervenir tout à l'heure, le précisera, c'est un enjeu important, notamment pour la profession agricole, donc la consommation foncière la moins importante pour ce projet d'envergure et actuellement on se situe aux alentours de 48 ha si j'ai bonne mémoire. On est donc parti de plus haut, il y a eu un effort qui a été fait, EDF a progressivement pu faire redescendre ses prétentions en la matière.

**M. David PROTHAIS, animateur de la réunion (WDPE)**

Merci.

**M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

Merci. Alors c'est vrai qu'on utilise beaucoup d'acronymes. DDTM, Direction Départementale des Territoires et de la Mer, excusez-moi. Monsieur le Directeur de l'ARS.

**M. Philippe ROMAC, Agence Régionale de Santé**

Agence Régionale de santé. Peut-être quelques éléments sur l'offre de santé puisque des questions ont été posées sur la problématique des médecins, problématique des hôpitaux du territoire. Donc, d'abord dire qu'on travaille collectivement, je le souligne, avec Patrice GAULT notamment, une commission qu'il anime sur le territoire dieppois au sens large. Bien sûr les maires, les présidents d'EPCL, le maire de Dieppe qui est ici présent. On travaille collectivement à essayer de rendre le territoire plus attractif maintenant, dès aujourd'hui. Comment le fait-on ? Avec les professionnels de santé, avec les médecins généralistes ou avec les médecins hospitaliers. On cherche à créer effectivement le plus de terrains de stage possible, à faire venir des jeunes et à rendre ce territoire attractif aux jeunes internes, à leur faire découvrir les attractivités du territoire, l'intérêt pour eux de venir y travailler, de venir s'y installer.

Au-delà de ça, on y met des moyens financiers très concrets. On va reconstruire l'hôpital de Eu entièrement. Ça va donc être un hôpital neuf qui sera attractif pour les professionnels. On conforte bien sûr l'hôpital de Dieppe, on y met des moyens nouveaux. Très récemment on vient de mettre des moyens sur la pédopsychiatrie, par exemple, qui permettent aussi de donner des outils de travail pour les professionnels et de les attirer.

Néanmoins, aussi un autre élément important, c'est la fin du numerus clausus en France depuis le gouvernement d'Édouard PHILIPPE en 2019, on a mis fin à ce numerus clausus qui plafonnait le nombre d'étudiants en médecine à l'échelle nationale et désormais on a le contraire, c'est-à-dire un numerus apertus, un nombre minimum de médecins à former. Donc, dès 2030 on aura une sortie de professionnels qui seront bien plus nombreux que ce qu'on a connu dans les années antérieures.

Dernier élément aussi pour les médecins généralistes, parce que c'est vrai qu'il y a une difficulté d'attractivité de médecins généralistes sur ce territoire et d'infirmiers dans les établissements hospitaliers, ça a été dit. Pour les médecins généralistes, on a aussi des travaux qu'on mène avec eux concrètement pour mailler le territoire et organiser davantage leur collaboration interprofessionnelle.

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci.

**M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

Certaines questions n'ont pas trouvé réponse ou pas complètement, j'encourage les gens qui ont posé les questions à les remettre sur le SQR pour avoir des réponses très complètes. Par exemple, est-ce qu'il y aura une ligne de chemin de fer pour le voyageur, est-ce que c'est envisagé ou est-ce que pas du tout pour l'instant. La confiance dans les personnels de santé, beaucoup de gens se sont interrogés aussi le 6 et le 10 décembre. On remettra donc ça sur le site.

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Je vais inviter les intervenants à bien vouloir rejoindre le public et je les remercie chaleureusement pour l'exercice de restitution et de votre contribution. Nous allons laisser la parole au public, c'est le moment, n'hésitez pas à le lever la main.

**Mme Aline PICHAVANT, Citoyenne**

Aline PICHAVANT. Je suis citoyenne, tout simplement. Cette question des impacts sur l'environnement, sur le territoire, ça me ramène à la construction des deux premières tranches nucléaires de 1982 à 1984. Penly est située à 15 km de Dieppe, commune centre du territoire. Le grand chantier de Penly a eu pour objet principal, en ce qui concerne Dieppe, de fournir le foncier nécessaire pour le logement du personnel temporaire et permanent de la centrale. Campings long séjour, plusieurs programmes de maisons de ville, de pavillons, un bâtiment en front de mer pour accueillir les personnes célibataires, une école. La ville de Dieppe a reçu, en compensation de la mobilisation de ce foncier sur son territoire, les moyens d'acquérir 40 ha de terrain pour réaliser de la réserve foncière.

À ma connaissance, c'est à peu près tout ce dont la ville a pu bénéficier du grand chantier de Penly malgré ses charges de centralité. Elle a de plus été exclue du périmètre des retombées de la taxe professionnelle alors que Bracquemont était à sa porte.

Pendant que les élus des communes de Penly et les petites communes avoisinantes se grattaient la tête pour savoir comment dépenser la manne de la taxe professionnelle provenant de la centrale, Dieppe peinait à assurer l'ensemble de ses charges. Comme si à l'échelle d'un équipement comme celui d'une centrale nucléaire il n'y avait pas un destin commun, en particulier avec la ville centre locale distante de 20 km.

Nous avons assisté, par exemple, à l'aberration de voir construire un équipement comme Ludi'bulle, patinoire et piscine, mal situé par rapport aux principales zones d'habitat, éloigné des collèges de l'agglomération et difficilement accessible à l'ensemble de la population, notamment par les transports collectifs. Il s'agit typiquement d'un équipement public de centralité qui devrait pouvoir bénéficier à l'ensemble du territoire dieppois. J'ai lu dans le dossier du maître d'ouvrage qu'une concertation était menée avec les élus du territoire pour organiser l'accueil des nouveaux habitants et du chantier dans toutes leurs dimensions. Sur le papier, c'est parfait.

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Je vais vous inviter à conclure, Madame.

## **Mme Aline PICHAVANT, Citoyenne**

Oui. Cependant, au vu de l'expérience bien décevante de la première et deuxième tranche pour la ville de Dieppe, je voudrais savoir, premièrement, quels sont les moyens qui seront alloués par le grand chantier pour la satisfaction de ses besoins de centralité et des engagements concrets qu'il prévoit de contracter avec les collectivités. Deuxièmement, la ville de Dieppe et l'agglomération Dieppe Maritime seront-elles dotées de moyens pérennes pour contribuer, dans le temps, à assurer les charges de fonctionnement des équipements et services publics induites par la présence du grand chantier et les nouveaux habitants ?

## **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci. J'invite les prochaines et prochains intervenants à bien garder le cap des deux minutes si vous le voulez bien.

## **M. Christian MEYER, Élu**

Bonsoir. Je m'appelle Christian MEYER, je suis conseiller municipal à Auberville-la-Manuel. C'est un village situé sur la côte d'Albâtre à moins de 10 km de la centrale de Paluel et à moins de trois quarts d'heure de Dieppe. Parmi nos familles et nos amis, il n'est pas rare d'y trouver des salariés de nos deux centrales ou des intervenants professionnels sur ces deux sites. C'est pourquoi d'ailleurs, depuis plus de 30 ans, les habitants du Pays de Caux, Bray, Bresle, y vivent et y travaillent en toute sûreté, car en toute connaissance et maîtrise d'un potentiel risque. Ces activités industrielles ont permis de sédentariser un grand nombre d'habitants dans cette région tout en y préservant son attrait touristique.

Ce projet de deux EPR 2 à Penly est une opportunité pour consolider ce tissu professionnel industriel dans notre région, mais aussi consolider la population dans nos territoires ruraux de nos pays. Avec plus de 2000 emplois sur dix ans, un pic à plus 7000 emplois autour de 2030, il y a ainsi de grandes opportunités pour pousser nos entreprises locales, mais surtout nos jeunes vers ces emplois variés autour du génie civil, des automatismes, de l'électromécanique ou de la chaudronnerie. Le développement de l'apprentissage de ces métiers est certes une formidable opportunité pour nos jeunes dans nos lycées professionnels, mais aussi une opportunité pour l'installation et le développement de sociétés et d'artisans autour de ces mêmes métiers.

N'oublions pas non plus ces emplois générés en complément dans l'alimentaire, dans la logistique et dans tous les services et qui seront pour le profit de tous, car avec les travaux liés à la quatrième décennale de Paluel dès 2025 qui s'enchaîneront avec les mêmes décennales de Penly, avec les possibles chantiers EPR pour Gravelines, il y a ainsi durablement de l'activité industrielle possible dans notre région.

Pour conclure, ce projet EPR à Penly est, pour moi, une formidable opportunité pour développer autour de Dieppe un pôle d'excellence de formation et de reconversion autour de ces métiers au service des projets nucléaires déjà cités bien sûr, mais tout simplement aussi au service de tous nos concitoyens. Il est urgent de ne pas regarder passer les trains comme on le dit et de se retrousser les manches tous ensemble pour préserver des emplois et des citoyens dans nos villages.

## **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci. Sur les questions d'emploi, formation, je le glisse là, mais il y a une réunion dédiée au Tréport le 12 janvier, n'hésitez pas à y assister. Il y a une troisième intervention. Je dois vous alerter sur le fait qu'on a un petit peu dérapé sur notre horaire et je tiens à préciser que nous allons prendre les questions sur Internet après, quelques réactions en réponse puis nous irons vers la conclusion de notre réunion. Monsieur, allez-y.

## **M. Hervé FROMONT, Délégué syndical CFE UNSA Énergies**

Bonsoir à toutes et à tous. Hervé FROMONT, je suis habitant de Dieppe et j'ai participé au premier débat sur Dieppe également. Je m'exprime au nom de l'alliance CFE, donc la Confédération de l'Encadrement, UNSA Énergies en tant que délégué syndical sur la centrale de Penly. Vous allez me dire pronucléaire, je vais vous dire, oui, un peu, mais pas uniquement. Mon rôle d'élu du personnel, des salariés EDF, m'amène régulièrement à challenger la direction d'EDF.

Je vais vous donner quelques éléments étayés, parce qu'il faut étayer nos éléments, avant de poser mes trois questions. On a parlé d'aspects environnementaux, je voulais juste vous rappeler que le nucléaire est le moyen de production qui consomme le moins de minéraux en kilogrammes par mégawatt. C'est une étude de l'AIEA de 2021. Sa contribution positive à la biodiversité, là on est sur un rapport RTE d'octobre 2021, car c'est l'énergie qui a la plus faible empreinte au sol. Le nucléaire présente l'impact sur les écosystèmes le plus faible, car son cycle de vie complet, en prenant en compte tous les critères environnementaux, donc là c'est un rapport de la Commission économique pour l'Europe et les Nations Unies. Il contribue à la lutte contre le réchauffement climatique, car moyen de production électrique le moins émetteur de CO<sub>2</sub>. Ça, on vous l'a déjà dit.

Je vais revenir sur le développement territorial. Il y a une forte attente du territoire, d'autant plus que ce dernier ne semble pas suffisamment pourvu en infrastructures, on l'a un peu évoqué, et que la situation inflationniste actuelle rendra plus difficile le développement, que ce soit pour les services et les industries.

J'en arrive donc à mes trois questions. Avez-vous prévu de mettre en œuvre des dispositifs de soutien au développement des industries et services ? Les différentes taxes prévues et qui devront être allouées par le groupe EDF seront-elles distribuées de telle sorte qu'elles profitent de manière plus large au territoire et soient concentrées sur quelques communes limitrophes comme l'évoquait à l'instant Madame avec son exemple de Ludi'bulle ? Pour terminer, comment concrètement allez-vous favoriser les emplois locaux pendant les chantiers et durant l'exploitation de ces EPR 2 ? Nous soutenons ce projet très constructif au développement du territoire et des emplois, nous avons une opportunité à saisir collectivement et on sera un acteur important du débat et surtout sur l'avenir de l'EPR 2 sur Penly.

### **M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

Merci. Nous allons tout de suite donner la parole au sous-préfet de Dieppe pour la réponse sur le financement et les questions, ensuite à Monsieur PHILIPPE pour répondre parce qu'il a été un peu mis en cause et c'est normal. Très rapidement, s'il vous plaît.

### **M. Pascal VION, Sous-préfet de Dieppe**

Pascal VION, je suis le sous-préfet de Dieppe. Je voudrais déjà vous dire que l'État travaille sur la préparation de ce chantier, en restant neutre puisque pour l'instant rien n'est décidé, mais ce qui ne nous empêche pas de travailler et de travailler le plus efficacement possible, bien sûr.

Sur la fiscalité, je ne vais pas vous faire un cours de fiscalité, j'en serais bien incapable, de fiscalité locale. Le principe évidemment est que la fiscalité va au territoire qui accueille l'entreprise, le dispositif, c'est la logique. Là, on est donc sur la commune de Petit-Caux, Monsieur le Maire complétera, et puis la communauté de communes. Il faut reconnaître, mais le président le sait et tout le monde le sait, ça a été évoqué, que cette question de la fiscalité prend beaucoup de place puisque, à la faveur de l'histoire de ces centrales nucléaires qui sont là depuis longtemps, cela a généré effectivement de l'argent en masse et des trésoreries importantes.

Alors, je ne suis pas le directeur des finances publiques, je ne pourrais pas vous faire un état précis des trésoreries, mais effectivement c'est un sujet. Il ne faudrait pas que ce sujet soit évacué, car c'est un sujet de fond, je pense que c'est assez évident. Ça ressort quand même assez régulièrement des échanges. La difficulté étant que pour le traiter, il y a deux solutions. Soit il faut que les élus du territoire, on voit bien qu'on n'est pas sur un projet local, on est sur un projet de territoire, ça a été dit, les 20 km peuvent être un élément de référence, ce fameux rayon qui donne effectivement un aperçu de ce territoire.

### **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Je vous invite à conclure, Monsieur.

### **M. Pascal VION, Sous-préfet de Dieppe**

C'est assez simple, soit les élus se mettent d'accord entre eux, il existe plein de formules possibles pour partager cette richesse, soit il faut modifier la loi.

## **M. Patrice PHILIPPE, Président de la commission « foncière » Normandie et maire de Petit-Caux**

On ne va pas refaire effectivement la fiscalité locale. Il est vrai que quand un établissement exceptionnel est sur le territoire, c'est le territoire qui touche la taxe professionnelle avant la CFE. Quant à dire maintenant aussi que, par exemple, Petit-Caux ne touche pas les retombées de professionnels, Davigel, Nestlé, tout ça c'est Dieppe qui touche, je ne touche pas un centime d'euro. Maintenant de dire que les autres territoires n'en profitent pas, ce n'est pas exact, ce n'est pas exact. Quand il y a chantier comme ça, il y a ce qu'on appelle une opération grand chantier. Je ne voudrais pas d biner mes petits copains quand même, mais quand il y a eu la construction des deux premiers réacteurs, il y a des communes comme Etalondes, Criel, Eu, Le Tréport, Dieppe, Saint-Nicolas, Envermeu, Hotot, qui ont eu des retombées sur leur commune. Des équipements ont été construits par le chantier, donc ils en ont profité. Vous allez me dire Petit-Caux aussi, oui, Petit-Caux aussi sauf que pour les construire, à l'époque, Petit-Caux a emprunté. A aujourd'hui je rembourse toujours des emprunts d'il y a 40 ans. D'autres communes avaient emprunté aussi, mais ils ont été pris en charge par le département.

Ensuite de dire qu'ils ne bénéficient pas, ce n'est pas exact non plus parce que vous parliez de la taxe professionnelle, à l'époque il y avait un fonds qu'on appelait le fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle, André GAUTIER peut le dire, qui était prélevée sur la fiscalité de Petit-Caux et reversée aux communes environnantes, donc les communes environnantes touchaient aussi de la fiscalité. Maintenant, on a construit beaucoup de choses sur Petit-Caux, mais je n'ai pas l'impression que toutes les entreprises qui ont participé à la construction des équipements de Petit-Caux étaient toutes de Petit-Caux.  a veut dire qu'on a fait vivre aussi tout le territoire.

Ensuite, sur les charges de centralité dont vous parliez tout à l'heure, je vais en profiter pour les utiliser les charges de centralité, Ludi'bulle est ouvert à tout le monde, c'est Petit-Caux qui l'a construit et je n'ai pas l'impression qu'il y ait un tarif diff rent pour les gens hors Petit-Caux. Tout à l'heure les jeunes parlaient de voirie, il va falloir remailler le territoire et effectivement je pense que comme ce sont des rues communales, ça va être Petit-Caux qui paiera. J'ai dépassé un petit peu, je vous prie de m'en excuser.

## **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci. Je vais passer la parole à Maël GOURMI qui va nous relayer un petit peu l'ambiance sur YouTube ainsi que les questions des internautes.

## **M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

On va relayer YouTube et on repassera la parole au maire de Dieppe qui a été aussi interpellé dans la salle et qui souhaite répondre.

## **M. Maël GOURMI, Commission particulière du débat public**

Merci beaucoup, David. Avant de redonner la parole à la salle, je voulais quand même mentionner quelques éléments qui ont été discutés sur YouTube et tout d'abord faire part de questions qu'on n'entend pas toujours dans le cadre de l'espace public et du débat public qui est le nôtre qui est la question de l'intime, la question du territoire aussi comme un espace qui est vécu avec un certain nombre d'interventions pour dire que je me suis baigné ici, que je préfère vivre, par exemple, près d'une centrale plutôt que près d'un endroit qui est poll e aux particules fines, certains ont peur, certains n'ont pas peur, cela pose également la question des risques qui est beaucoup revenue sur YouTube avec la question des possibles accidents. Une demande insistante de cartographie des risques humains et également si EDF sait faire en cas de panne et qu'est-ce qu'EDF fait dans le cadre de corrosion sous contrainte, ce qui sera notamment l'objet de la question 8 à Lyon début février.

Des questions sont également apparues sur les disponibilités des différentes centrales, également leur pilotabilité au regard des alternatives ENR. De nombreuses questions également sur l'origine de l'uranium qui a suscité de très nombreuses discussions.

Concernant l'organisation de notre débat, une asymétrie a été notée par un certain nombre de participants dans les prises de parole entre pro et antinucléaires dans la salle et certains estiment que la Commission est plus bienveillante envers les antinucléaires que les pronucl aires, notamment en termes de temps de parole.

Beaucoup de personnes dénoncent également un certain nombre de fake news, je pense qu'on y reviendra et on aura probablement une réponse de notre président à ce sujet. Néanmoins des questions sont apparues sur les sources de l'ACRO et de FNE, notamment au regard des interventions qui ont été les leurs, mais également des sources concernant l'intervention de Monsieur PHILIPPE.

débat public organisé par

Je voulais quand même apporter un petit peu de positif dans ces différentes interventions, notamment le message de « Lo », « super de voir que les étudiants s'intéressent au projet », ou de Lucien, « bravo pour cette étude par Sciences Po, l'approche est intéressante et c'est bien d'avoir pu développer le sujet ». Ce sont de vraies questions en salle posées par les jeunes de l'INSA et « Rice rock » [nous dit « vous pourriez passer un grand merci aux étudiants pour leurs travaux pertinents », cela concerne également et en particulier les étudiants de l'INSA et évidemment on ne peut que s'associer à leurs remerciements.

J'en viens maintenant à quelques questions. Pour commencer, je voulais relayer le message de « Frédéric » qui nous dit « je suis pronucléaire, mais EDF est vraiment gonflée de dire qu'ils ne peuvent pas répondre aux questions sur l'environnement et de tout renvoyer à une étude d'impact plus tard ». Cela renvoie à un certain nombre de messages qui ont été postés sur le tchat qui indiquent également que la Commission nationale du débat public aurait pu donner des temps de réponse plus longs et en particulier à Monsieur le Maire et à un certain nombre d'autres acteurs de façon à ce que ce ne soit pas simplement une réunion où on pose des questions, mais une réunion également où on apporte des réponses. Je pose la question également de Véronique : « quel est le taux de cancers et en particulier pour les enfants ? N'y a-t-il toujours pas de statistiques sanitaires officielles ? ». Enfin, la question de Nounou, « Penly n'a jamais eu quatre réacteurs, car le transport de l'électricité produite posait problème. N'y a-t-il plus de problèmes en 2022, notamment pour des puissances encore supérieures ? ». Alors il y a plein d'autres questions que je n'ai pas pu relayer, malheureusement. Je vous invite évidemment à la faire via la plateforme questions/réponses en ligne dont nous avons déjà parlé et qui vous permettra d'obtenir une réponse sous quinze jours.

### **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci, Maël.

### **M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

Une intervention de Monsieur le Maire de Dieppe.

Intervention hors micro-la CPDP invite Monsieur LANGLOIS à se lever

### **M. Nicolas LANGLOIS, Maire de Dieppe**

Non, pourquoi ? Ce n'est pas un stand-up, il n'y a pas de spectacle, même s'il y en a qui ont essayé de le faire ce soir. Je veux d'abord saluer le travail qui a été réalisé par les jeunes étudiants parce qu'ils ont d'abord démontré qu'on pouvait aborder ces choses-là calmement, sereinement et de manière méthodique et qu'ensuite toutes les questions qu'on se pose sur l'environnement, sur l'impact sur notre mode de vie demain ne se souciaient pas des frontières communales ou territoriales des intercommunalités. Je ne voudrais pas qu'à partir de leur travail sérieux et de leurs réflexions qui vont encore les amener à travailler pendant quelques semaines ou quelques mois, ils repartent d'ici avec une image de chiffonniers d'élus qui se battent pour avoir quelques millions ou quelques milliards. Moi, je ne suis pas à vendre, on ne m'achète pas et d'ailleurs personne ne peut m'acheter. J'ai des convictions, j'ai une analyse du territoire et je me dis que si on part, sans parler de fiscalité, mais déjà de ce qui va se mettre en place pendant le chantier, on peut déjà mieux travailler ensemble. Je vais prendre deux exemples. Le transport, le transport des salariés. Il y a 2500 personnes qui viennent de Petit-Caux vers l'agglomération Dieppe Maritime tous les jours. Dans l'autre sens, il y en a au moins autant qui font le trajet en voiture.

Demain on a intérêt, je pense, mais il faudrait y travailler dès maintenant, à ce que ces transports se fassent davantage dans des transports collectifs, notamment dans des cars.  a nécessiterait que les intercommunalités travaillent ensemble. Autre exemple sur le transport, le transport, pas des colis lourds, mais des gravas ou de tout ce dont on a parlé tout à l'heure, ce qui va être nécessaire pour construire la centrale ou pour déblayer notamment les éléments de falaise. Soit on fait  a par camions et là ça va embêter tout le monde, ça va dégrader la voirie, mais surtout ça va être accidentogène, soit on travaille à partir du port de Dieppe qui n'appartient pas plus à la ville de Dieppe qu'à Petit-Caux ou qu'au Tréport, mais qui va être le cœur, je pense, moi, pour cette logistique parce que le fer y vient, on en a parlé tout à l'heure. Est-ce que ça ne concerne que Dieppe ? Je ne crois pas. Est-ce que ça ne concerne que Ports de Normandie ? Je ne crois pas non plus.  a concerne tout le monde. Un dernier élément, EDF, en gros, répond à une commande de l' tat. Moi, je trouve que les réponses de l'état sur toutes les questions qui ont été posées sont un peu justes et si on est exigeant avec EDF sur les études d'impact, il faudrait qu'on soit plus exigeant avec l'état sur l'accompagnement du territoire, notamment sur les questions de santé sur nos deux hôpitaux et sur la médecine de ville.

débat public organisé par

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci.

**M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

Je vous remercie. Je rebondis sur les étudiants, nous aurons un temps de restitution des travaux des étudiants, mais l'INSA et Sciences Po ne sont pas les seuls, il y a aussi l'ESIGELEC, il y a aussi des lycées, il y a aussi un IUT près d'Alençon qui est très loin d'ici, qui interviendront dans le débat et nous les écouterons à un instant T en fin de débat, je vous rassure à ce sujet.

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Il y avait des questions, notamment sur le taux de cancers, etc., qui méritent des éléments de réponse.

**M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

Le taux de cancers, Monsieur ROMAC peut-être, est-ce que vous souhaitez répondre ?

**M. Philippe ROMAC, Agence Régionale de Santé**

Simplement pour dire qu'il y a des registres effectivement de suivi sanitaire de la population, que ce soit des enfants ou des adultes, et notamment des registres de cancers. Donc, s'il y avait évidemment des indicateurs qui permettraient de voir un impact sanitaire, on le verrait. Effectivement, on s'en soucierait et on agirait. Aujourd'hui, on n'a pas d'indicateurs sanitaires qui nous permettent de penser qu'il y a un impact sur le territoire avec les installations qui existent actuellement. C'est la même chose d'ailleurs sur l'eau potable, j'en profite pour le dire parce que tout à l'heure la question était soulevée, donc la qualité de l'eau potable est suivie ici sur le territoire, notamment l'activité en tritium et là aussi il n'y a pas d'impact mesuré.

**M. Guillaume BLAVETTE, Militant antinucléaire**

Alors pourquoi EDF [inaudible-intervention hors micro].

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Monsieur BLAVETTE, nous allons poursuivre.

**M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

Monsieur BLAVETTE, s'il vous plaît, on n'interpelle pas. Est-ce que RTE veut répondre sur le problème du transport d'électricité qui était défaillant il y a quelques années ?

**M. Arthur AUDOUARD, Responsable du raccordement RTE**

Je ne connais pas par cœur les études de réseau qui ont été faites dans les années 90 au moment où on a installé les deux premières tranches. Ce qui est certain c'est qu'aujourd'hui le paysage n'est pas le même. On a une industrie notamment côté Le Havre et Port-Jérôme qui a vocation à se décarboner, qui a vocation à se développer et pour ça il y a des besoins électriques qui vont être de plus importants dans les années à venir. On a, côté Hauts-de-France, évidemment un peu la même chose avec en plus en vent de fond avec de l'éolien qui pour le coup se développe à une vitesse importante. On a un parc éolien en mer Dieppe – Le Tréport qui est aujourd'hui en phase travaux avec les autorisations qui ont été obtenues.  a, pareil, dans les années 90 à n'existait pas. Plus le temps va passer, quand on fait des scénarios, plus on va avoir besoin, c'est une question qui a été posée tout à l'heure, on va avoir besoin de l'ensemble des technologies, notamment de l'éolien en mer, de l'éolien terrestre, du nouveau nucléaire dans trois des six scénarios qu'on a faits côté RTE « Futurs énergétiques 2050 ».  a m'est donc très compliqué de répondre factuellement à la question de savoir s'il y a quarante ans on n'avait pas fait les deux réacteurs parce qu'il n'y avait pas les lignes,  a me paraîtrait surprenant, mais je ne veux pas rentrer dans la logique du fact-checking.

En revanche, ce que je peux dire aujourd'hui c'est qu'on a un projet côté RTE qui est le projet Amiens – Petit-Caux qui fait aujourd'hui l'objet d'une concertation qui se déroule en ce moment sur l'opportunité, on ne sait pas encore où ça pourrait passer, on aurait 80 kilomètres de liaison aérienne 400 000 volts à créer et donc ça fait l'objet d'une large concertation en ce moment et cette ligne est nécessaire dans l'ensemble des scénarios. C'est-à-dire qu'elle est nécessaire dans un scénario où il y a des EPR qui s'installent   Penly, je vais être tout à fait franc, elle est nécessaire dans un scénario où il n'y a pas d'EPR qui s'installe à Penly parce qu'on voit justement des évolutions sur le territoire normand, sur les territoires Hauts-de-France, qui font que l'axe historique ne suffit plus. J'espère que j'ai été clair.

## **M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

Merci. J'en profite juste très rapidement pour dire qu'on a été interpellés, à la fois la CNDP et à la fois RTE, sur la complémentarité des concertations qui ont lieu en ce moment sur la ligne 400 000 et sur notre débat, des liens seront mis très rapidement en ligne pour passer de l'un à l'autre et pour bien informer le public.

## **M. David PROTHAIS, animateur de la réunion (WDPE)**

Avant de vous redonner la parole, je vois bien les mains levées en salle, je vous invite à les baisser, je les ai retenues pour tout à l'heure. Comme pour la séquence précédente, plusieurs acteurs sont invités à prendre la parole pour partager leur prise de position sur le projet aménagement. Je vais demander à la régie de bien vouloir partager le slide de présentation, s'il vous plaît. Je vais demander à Jean-Louis CHAUVENSY qui est président de la CLIN Paluel-Penly à bien vouloir s'approcher de la tribune pour pouvoir exprimer sa position. Il y a Monsieur André GAUTIER, vice-président du Conseil départemental, qui sera invité à la suite. Sébastien JUMEL n'a pas pu se rendre à la réunion et il ne pourra pas s'exprimer, mais il était invité. Madame SELLOS, présidente, est excusée, mais elle sera représentée par Monsieur METEL.

## **M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

On peut rajouter que Monsieur JUMEL avait demandé de vous dire qu'il était retenu sur le projet de loi sur les énergies renouvelables actuellement en débat au Parlement.

## **M. David PROTHAIS, animateur de la réunion (WDPE)**

Monsieur CHAUVENSY.

## **M. Jean-Louis CHAUVENSY, Président de la CLIN Paluel-Penly**

Merci. Disons que la CLIN est plus sur la partie environnementale. Je vais quand même vous donner les informations concernant cette Commission Locale d'Information Nucléaire. Donc, la Commission locale d'information a dans son périmètre les deux centrales de Paluel et de Penly. Toutes les CLIN de France ne sont pas comme ça. Celle-ci est quand même importante. Donc, c'est une instance indépendante et pluraliste composée de représentants de la société civile, élus, représentants d'associations environnementales, de syndicats des salariés et tout cela, c'est désigné par le président du département ainsi que des experts qui font partie de la CLIN, l'ASN, l'IRSN et la préfecture, bien sûr.

L'une de ses missions et de nos missions est de relayer l'information auprès du grand public concernant le fonctionnement des deux centrales en matière de sûreté des installations et de permettre ainsi au citoyen de se forger sa propre opinion sur le sujet nucléaire. Je reviendrai tout à l'heure sur la question qui avait été posée. C'est un lieu de débats et d'échanges pour mieux comprendre le fonctionnement des centrales, notamment par des réunions de commissions techniques sur les sites de Paluel et Penly et ainsi mieux mesurer leur impact sur l'environnement. Elle n'a donc pas à être pour ou contre le projet, mais elle doit s'assurer que toutes les conditions sont réunies et respectées sur un plan technique pour optimiser la sûreté des installations tant sur le fonctionnement qu'à l'arrêt ainsi que la sécurité du site qui protège les installations, mais également en matière de transparence.

Les membres de la Commission locale d'information nucléaire, tout comme les citoyens et les riverains, s'interrogent sur la venue des EPR sur leur territoire et des conséquences sur l'environnement. En tant que président de la Commission locale d'information nucléaire, je souhaite que l'ensemble des membres de la Commission locale d'information nucléaire puissent participer au débat en organisant une réunion, peut-être une plénière exceptionnelle à sujet unique, qui devrait se dérouler au cours du mois de janvier, avec si possible des représentants de l'Autorité de sûreté, de l'IRSN, d'EDF, pour apporter aux membres l'éclairage sur leurs interrogations et avec le concours de la CNDP qui aura connaissance du fruit de cet échange.

La Commission locale d'information nucléaire reste et restera vigilante au maintien des plus hauts niveaux de sûreté pour ces nouveaux réacteurs et à la réduction maximale de l'impact sur l'environnement. Vigilance qui sera accrue lors des diverses procédures qui suivront, si ce projet voit le jour bien sûr. Et ce d'autant plus au vu du projet de loi relatif à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants qui vise à déroger ou à simplifier certaines autorisations. Toute réflexion, décision, doit comporter en primeur la sûreté des installations et son amélioration continue.

J'aurais une réflexion personnelle, donc là c'est plus une question par rapport à EDF. Je m'interroge sur le fait que lors de la construction des deux centrales de Paluel et Penly, il était question de réaliser une installation hydraulique alimentée par de l'eau de mer. L'eau de mer serait remontée dans des bassins sur le haut de la falaise par des pompes alimentées en électricité avec le fonctionnement de tranches de nucléaire la nuit lors de la baisse de consommation, ceci pour restituer de l'électricité la journée et pallier ainsi la hausse des consommations.

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Je vais vous inviter à conclure.

**M. Jean-Louis CHAUVENSY, Président de la CLIN Paluel-Penly**

Cela n'a pas été réalisé. C'est dommage, mais c'est comme ça. C'est pourtant une électricité qui maintenant est décarbonée et bien sûr recyclable.

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

On arrive à la fin de votre intervention, s'il vous plaît.

**M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

Des questions étaient posées à Monsieur le Président, mais il pourra peut-être répondre après.

**M. Jean-Louis CHAUVENSY, Président de la CLIN Paluel-Penly**

Par rapport à la question qui a été posée sur l'information en fonction de divers accidents ou de choses qu'ils puissent donner à la population. La CLIN transmet ses informations par l'intermédiaire de notre magazine, le CLIN Info, et toutes ces informations nous sont données bien sûr par le SIRACEDPC de la préfecture et ça, nous le donnons directement à chacun puisque tous ces documents sont directement arrivés dans les boîtes aux lettres de chacun. Si vous avez des questions, n'hésitez pas, allez sur le site de la CLIN et posez vos questions. D'ailleurs Agnès qui est dans la salle se fera un plaisir de pouvoir vous répondre. Merci de nous avoir donné la parole.

**M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public**

Vous auriez une réponse, Monsieur le Président de la CLIN, à la question qui nous a été posée à Ault, sur la distribution de pastilles? Certaines personnes de Dieppe disent qu'elles n'ont pas toujours les pastilles, vous pouvez peut-être leur répondre.

**M. Jean-Louis CHAUVENSY, Président de la CLIN Paluel-Penly**

Sur les pastilles d'iode, là dans le sens tel que c'est, c'est sûr qu'il y a eu un certain nombre de particularités dans la desserte de ces pastilles d'iode, mais toute personne vivant sur le territoire et incluse dans le périmètre des 20 km autour de chaque centrale peut aller au niveau des pharmacies se présenter avec bien sûr un justificatif de domicile pour pouvoir retirer ces pastilles d'iode, c'est ce qu'il y a de plus courant.

**M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci. Nous allons passer la parole à Monsieur GAUTIER, vice-président du Conseil départemental de Seine-Maritime, c'est à vous.

**M. André GAUTIER, Vice-président du Conseil départemental de Seine-Maritime**

Merci beaucoup. En effet, les collectivités locales ne se sont pas forcément beaucoup exprimées ce soir et donc je suis ravi de pouvoir donner en effet le point de vue du département. Département qui sera à la fois un facilitateur, mais un facilitateur particulièrement exigeant de ce chantier parce qu'en effet si ce projet se fait, si ce projet est mené à bien, il ne pourra pas être mené à bien sans le concours des collectivités locales et d'ailleurs les questions qui se sont posées ce soir sont celles qui sont importantes et sur lesquelles nous serons évidemment facilitateurs et exigeants, je pense notamment dans un premier temps à la voirie.

Il va effectivement falloir faire en sorte de faciliter l'accès non seulement au chantier, mais l'accès sur l'ensemble du territoire. On a parlé d'aménagement du territoire et ces accès, cette attractivité du territoire, elle implique l'ensemble des infrastructures, que ce soit le port de Dieppe, le dynamisme de la liaison transmanche, la Zac Dieppe Sud ainsi que la fluidité des accès à Dieppe et du passage notamment de Dieppe jusque dans les autres directions et je pense notamment sur Rouen.

Une exigence et un rôle de facilitateur aussi s'agissant du logement. On en a très largement parlé, je pense notamment aux documents d'urbanisme qui devront répondre à l'ensemble des enjeux, mais il va falloir aussi desserrer un peu l' tau, notamment des agr ments en termes de logements sociaux, parce qu'il va falloir que nous construisions en effet des logements et vous savez que des logements ne se construisent pas en six mois, il faut plusieurs années pour construire des logements. On a la nécessité de pouvoir le faire très, très rapidement, d'autant que la phase de pr travaux va arriver extrêmement vite et là aussi on a déjà pas mal de salariés qui vont arriver sur le territoire.

Autre sujet important sur lequel le département sera facilitateur, c'est le sujet de l'insertion. L'insertion économique parce que nous faciliterons autant que faire se peut pour trouver une main d'œuvre locale, formée et répondant aux besoins définis qui ont été mis en amont.

Sur l'ensemble de ces exigences, bien évidemment, on aura une problématique qui a été fortement abordée qui est celle des retombées financières et fiscales sur un territoire qui devra être beaucoup plus large, chers collègues, parce que ce sont les collectivités, sur un très large territoire, qui devront être mobilisées pour ces problématiques à la fois de transport, à la fois de logement, à la fois de voirie ou éventuellement d'insertion.

Je voudrais aussi aborder un autre sujet qui est important qui est celui de la sécurité civile puisqu'on en a très peu parlé jusqu'à présent. Qui dit population plus importante sur un territoire dit forcément nombre d'interventions beaucoup plus important également. Donc, le département sera aussi très exigeant sur les besoins de sécurité civile et sur l'implantation de nouveaux acteurs de la sécurité civile et en particulier les sapeurs-pompiers. Donc, c'est sur cet élément de facilitateur et d'exigences que le département rendra un cahier d'acteurs comme d'ailleurs d'autres acteurs et collectivités locales sur le territoire.

### **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Nous reviendrons d'ailleurs sur les différentes modalités du débat, merci beaucoup pour le timing. Sur les différentes modalités du débat, ce sera l'occasion peut-être de revenir sur les cahiers d'acteurs. Monsieur METEL, vous représentez la Chambre d'agriculture de Seine-Maritime, c'est à vous.

### **M. Jérôme M TEL, Chambre d'agriculture de Seine-Maritime**

Bonsoir. Jérôme M TEL, Chambre d'agriculture de Seine-Maritime. J'interviens en lieu et place de ma présidente, Laurence SELLOS, qui a eu un empêchement de dernière minute et qui tenait à s'excuser auprès de l'assemblée. Tout d'abord merci à la CPDP de nous octroyer ce temps de parole concernant le projet EPR 2 en lien avec les enjeux agricoles. Concernant ce projet d'envergure nationale, qui plus est dans le contexte actuel de tensions sur l'énergie et du besoin d'augmenter les capacités de production, la profession agricole comprend la nécessité d'engager ce type de projets.

Au-delà de ces éléments particuliers liés au contexte, le monde agricole comprend aussi l'intérêt de ce projet à un échelon plus local qui aurait effectivement un effet très dynamisant pour le territoire. On a évoqué plus de 7000 voire 8000 emplois en pic d'activité, de nombreux emplois indirects, des retombées aussi fiscales pour les territoires qui permettront de réaliser d'importants investissements sociaux et économiques. Tout cela pour signifier que la profession agricole n'est pas opposée de manière générale à ce type de projets de développement économique dont elle peut elle-même aussi tirer les bénéfices.

Cela étant, concernant ce projet, si nous comprenons effectivement tout l'enjeu de le réaliser, qui plus est sur le site de Penly, pour permettre de l'insérer finalement et de compléter les installations existantes, tout devra être mis en œuvre pour limiter au maximum les impacts fonciers de ce projet sur un secteur dont le potentiel agronomique est vraiment excellent. Pour rappel, les emprises, si on parle juste de l'extension du projet EPR 2, c'est 48 ha en fait.

Il y a donc déjà eu des échanges et de la concertation qui ont été mis en œuvre avec EDF, les services de l'état et la profession agricole autour de ce projet d'extension. Si la zone d'extension prévue est maintenant connue, ces échanges devront se poursuivre autour de plusieurs points. Premier point, d'envisager éventuellement la renaturation et le retour à l'agriculture d'une partie du foncier sur les secteurs temporaires de chantier. EDF a pu effectivement montrer son intérêt d'aller vers ce type de solutions. Deuxième point autour de l'évitement des impacts fonciers agricoles quant à la mise en œuvre de la compensation écologique. On a évoqué tout à l'heure le sujet, la profession agricole ne souhaite pas que ce soit la double peine pour elle. C'est-à-dire effectivement le prélèvement de foncier agricole pour faire de la compensation écologique. La compensation écologique devra s'envisager sur des secteurs qui ne sont pas valorisés par l'activité agricole.

débat public organisé par

Troisième point, enjeux autour de la mise en place de la compensation collective agricole pour financer des projets créateurs de valeur ajoutée pour l'économie agricole à la hauteur de la valeur économique produite sur les espaces qui seraient éventuellement consommés.

Enfin, si on regarde le projet un peu plus largement, cette attention particulière sur le foncier agricole devra aussi s'appliquer sur l'ensemble des projets induits par l'EPR 2 ou concomitants avec lui. À ce jour, si on prend le projet d'EPR 2 en lui-même, plus les différents projets qui sont en cours d'étude ou de réalisation entre Penly et Dieppe, ce ne sont pas moins de 127 ha de surface agricole qui pourraient être amenés à disparaître entre les projets d'EDF, les projets de RTE, les projets de zones d'activité, les projets routiers. Cette évaluation ne comprend pas les besoins encore actuellement à l'étude dans le cadre du projet EDF pour tout ce qui est parkings déportés, les logements et éventuellement les autres besoins.

Au regard de ces éléments, la profession agricole demande vraiment de poursuivre le travail qui est engagé avec les acteurs de territoire, que ce soit les opérateurs, les services de l'État et les collectivités pour vraiment envisager l'ensemble de ces projets sous l'angle de la sobriété foncière, de l'évitement et de la réduction.

Enfin, deux derniers points d'attention qui devront être pris en compte, c'est effectivement une problématique sur les circulations d'engins agricoles qui devront vraiment être prises en compte dans les différents projets d'aménagement et enfin un autre sujet, mais qui effectivement pourra être abordé sur la réunion du Tréport, c'est l'emploi dans l'agriculture. Il y a vraiment une très forte tension en ce moment sur l'emploi dans le domaine agricole et la crainte c'est qu'effectivement avec le projet d'EPR 2 on soit en concurrence avec les emplois proposés dans le cadre du projet d'EPR. Merci.

### **M. David PROTHAIS, animateur de la réunion (WDPE)**

Merci à vous, merci, messieurs, pour vos interventions et pour le respect des temps de parole. On approche dangereusement de 22 h 00 et nous avons un petit peu glissé sur le programme. On a encore une présentation des modalités, un mot de conclusion de Michel BADRÉ, mais j'ai vu beaucoup de mains levées et je voulais vous proposer – attention, exercice frustrant – de prendre deux prises de parole de la salle. Je vous invite donc à lever la main. On aura un petit mot de Maël GOURMI juste après les deux prises de parole pour nous parler d'Internet.

### **M. Joël FENOGLIO, SFEN**

Bonjour, Joël FENOGLIO. Je suis le représentant SFEN pour la Haute-Normandie. C'est une association scientifique qui travaille dans le domaine de l'industrie nucléaire. En fait, je voulais faire part du fait que l'industrie nucléaire est un élément important, il ne faut pas opposer le nucléaire aux autres énergies. L'industrie nucléaire participe à un système électrique qui permet d'avoir une énergie bas carbone et pilotable. Je voulais également vous faire part d'une rencontre intéressante avec les jeunes de la Normandie. Je les ai rencontrés dans le cadre du débat public et nous avons échangé et j'ai pu noter de leur part une approche extrêmement objective, pragmatique et qui n'oppose pas les énergies les unes par rapport aux autres. Cette rencontre m'a conforté dans l'idée que finalement les débats, les positions politiques qu'on pourrait avoir sur les ENR ne doivent pas s'opposer au nucléaire. Merci.

### **M. David PROTHAIS, animateur de la réunion (WDPE)**

Merci. Monsieur a levé la main également.

### **M. Joël MICHEL, Citoyen**

Joël MICHEL, citoyen. Je voulais simplement vous poser la question, au vu de tous les risques qui ont été évoqués ce soir, qu'est-ce que vous avez comme assurance pour les couvrir ?

### **M. David PROTHAIS, animateur de la réunion (WDPE)**

C'est une question qu'on relatera tout à l'heure. Peut-être Maël pour une petite note d'ambiance YouTube éclair.

### **M. Maël GOURMI, Commission particulière du débat public**

Peut-être une note d'ambiance, certaines personnes se plaignent sur YouTube de ne pas avoir accès au pot qui nous attend, je vais donc faire particulièrement court pour permettre à celles et ceux qui sont en salle d'y aller. En commençant par les questions de rejets concernant l'impact sur le territoire. Ils demandent comment les exercices de crise vont être organisés et comment la population va être associée.

Nicolas demande notamment à Monsieur le Maire de Petit-Caux ce que contient le plan d'action territorial et qui y participe. « Natiou » demande quelle est la durée de validité d'une pastille d'iode. Il y a également tout un nombre de questions sur les métiers et les qualifications nécessaires pour la suite et la formation et je pense que c'est une très belle transition pour la réunion qui sera celle de la rentrée. Je vous remercie.

### **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci. Nous devons mettre fin au débat, je vous propose donc de relayer les questions à la suite de la réunion et qu'il y ait des réponses qui soient apportées pour garder le timing. Je m'étais engagé pour 22 h 00, nous allons déborder de quelques minutes, mais c'est un dérapage contrôlé. Je vais proposer à Isabelle BARTHE de bien vouloir prendre la parole pour présenter les modalités.

### **Mme Isabelle BARTHE, Commission particulière du débat public**

Évidemment on sait qu'il y a beaucoup de frustration parce que vous ne pouvez pas tous intervenir, tous poser vos questions. Nous vous rappelons qu'il y a un système de questions/réponses et une plateforme pour poster vos avis, n'hésitez pas à vous en servir. Ça prend parfois du temps, mais nous sommes assez exigeants avec les réponses qui sont postées par EDF, nous les vérifions. C'est donc une bonne façon d'obtenir des réponses un peu plus approfondies peut-être que celles que vous avez obtenues ce soir.

Pour les personnes qui sont intéressées par le débat et qui ont envie de débattre entre elles, il y a un kit du débat qui est très intéressant, avec de petites pastilles vidéo de l'Esprit Sorcier. Nous vous invitons à vous en servir, elles sont sur le site Internet. Évidemment, renvoyez-nous les résultats de vos débats, ça nous intéresse beaucoup.

Toujours sur notre site Internet, vous pouvez, si vous avez un avis un peu plus étoffé, que vous soyez une personne morale, une association ou une collectivité territoriale, déposer des cahiers d'acteurs, c'est très important. Évidemment on sait que vous continuez à être très actifs sur les réseaux sociaux et on en tient compte également.

Les prochains temps forts, on en a parlé tout à l'heure, mais n'oubliez pas, vous avez la question de l'emploi et de l'économie qui sera traitée le 12 janvier au Tréport et en ligne, vous pouvez vous inscrire en flashant le QR code. La réunion suivante qui a été pas mal évoquée ce soir c'est la question des combustibles, de leurs différentes étapes de vie et des déchets radioactifs, on n'a donc pas oublié cela, c'est une réunion qui a été rajoutée à votre demande et qui aura lieu uniquement en ligne, mais vous êtes invités à y participer très nombreux.

### **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

La parole va être donnée à Michel BADRÉ pour un mot de conclusion de la rencontre du jour, Michel BADRÉ, Président de la Commission particulière du débat public.

### **M. Michel BADRÉ, Président de la Commission particulière du débat public**

Un élément précis et un plus général. L'élément précis est sur ce qu'on a appelé tout à l'heure, en bon français, la vérification des faits, en franglais sous-titré, le fact-checking. Il y a eu plusieurs demandes sur YouTube concernant des interventions précises qui ont été faites cet après-midi, ça a été évoqué tout à l'heure. On va prendre le verbatim très précis des interventions en question et on va faire de la vérification des sources de ce qui est là-dedans. Nous le ferons, nous, nous le ferons avec EDF, nous le ferons avec des opposants, nous le ferons avec des tiers experts, notamment l'IRSN s'il y a lieu et nous publierons tout cela sur notre site, conformément à ce qu'on avait dit.

Je voudrais maintenant conclure d'une façon un peu plus générale par rapport à ce qui a été dit. J'ai été très frappé du fait que nous avons beaucoup parlé, en le disant ou non, de la solidarité. Ça m'a ramené à l'esprit une citation que j'aime beaucoup de Marcel MAUSS qui est, on peut le dire, le fondateur de la sociologie en France, il écrivait cela il y a presque un siècle « *dans notre monde dit civilisé, les individus doivent savoir s'opposer sans se massacrer* ». Ça, c'est peut-être la seule réflexion que j'ai par rapport au reproche qui nous a été fait de donner plus la parole aux uns et aux autres, je n'en sais rien. J'estime que notre rôle c'est de pouvoir s'opposer sans se massacrer, mais c'est la suite de la phrase qui est bien « *c'est l'un des secrets permanents de leur sagesse – la sagesse des individus – et de leur solidarité* ». On vous a dit, à la séance d'ouverture à Dieppe, que l'un des buts de ce débat public c'était d'alimenter le débat parlementaire qui aura lieu à l'été 2023. Ce débat parlementaire va être amené à dire si la représentation nationale souhaite qu'on engage ou qu'on n'engage pas un nouveau programme nucléaire, mais il va dire plein d'autres choses.

débat public organisé par

On a parlé tout à l'heure de la fiscalité, Monsieur le sous-préfet a rappelé que la fiscalité c'est dans la loi, c'est la loi qui doit le décider. Les questions de solidarité, on a parlé du « zéro artificialisation nette » et de la façon dont il se répartit. C'est aussi une question de solidarité. Il y a plein de mots qui ont été utilisés, le destin commun, la répartition des capacités médicales, ce sont aussi des questions de solidarité, je crois que dans la suite de notre débat, c'est ça que je garde en tête de ce soir, c'est cet accent mis sur la solidarité. Au cours de toutes les séances suivantes, on va continuer à s'abreuver de cela.

Je termine par ce qu'a dit Monsieur le Maire de Dieppe et en citant les travaux des étudiants qui sont ici, qu'il fallait avoir une approche calme, sereine et méthodique. Ce sont vos propres mots, mais j'ai trouvé cela très bien et je trouve que c'est l'exemple que nous ont donné les différents étudiants qui se sont exprimés, c'était tout à fait cela. Ça aussi, nous allons le retenir. Merci.

### **M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)**

Merci, Monsieur BADRÉ. Merci à toutes et tous de votre participation. N'oubliez pas qu'il y a un petit questionnaire d'évaluation, il a été distribué, n'hésitez pas à le remplir. L'occasion de remercier la régie, toute l'équipe du débat qui a fait en sorte que cette réunion ait lieu dans de bonnes conditions. Il y a un petit pot convivial qui vous attend également, à tout de suite.